

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

DIM. 19 - LUNDI 20 MARS 1978 - N° 659

Commission paritaire N° 56 942 - Tél. 636.73.76 1,70 F

SUD-LIBAN

LA RÉSISTANCE CONTINUE

L'état-major israélien : «Si la résistance continue au sud, nous allons frapper plus au nord».

Le général Gour, chef de l'Etat major sioniste, a déclaré que ses troupes d'agression étaient prêtes à attaquer le reste du Liban si la résistance se poursuivait comme actuellement au Sud. C'est la reconnaissance publique de la résistance acharnée qu'opposent les forces palestiniennes et progressistes libanaises à l'invasion. Une telle extension de l'agression sioniste conduirait sans doute à un élargissement du conflit impliquant d'autres forces arabes, alors que les troupes syriennes de la «force arabe de dissuasion» sont juste au-delà du fleuve Litani où les sionistes ont déjà fait intervenir des commandos dans la journée de vendredi.

(Lire page 4)

DEMAIN, LA LUTTE!

Tous, à gauche comme à droite, vendredi soir, en fin de campagne, auront réalisé d'une démagogie et d'un recours à la batterie des formules creuses qui ont largement dominé, à la veille du deuxième tour.

Tous partis bourgeois de droite comme de gauche, auront tenu en fin de compte, à la veille d'un scrutin serré, à cacher le fond de leurs projets politiques, pour essayer de l'emporter. Ils auront tenu à faire oublier que leur

gestion de la société par les uns ou les autres ne peut signifier que la poursuite garantie de l'austérité, la réduction des libertés politiques et syndicales, la limitation de l'expression autonome des travailleurs, et que l'«alternative» qu'ils opposent les uns aux autres revient à choisir entre capitalisme classique, celui que nous connaissons bien, celui du plan Barre, et capitalisme d'Etat.

Tous auront été d'ac-

cord pour essayer de nous faire croire que c'est par les promesses électorales, et les élections qu'on peut transformer les choses, alors que, comme l'ont rappelé tout au long de leur campagne, les candidats de l'UOPDP : c'est par leurs luttes, et uniquement par leurs luttes, que les travailleurs pourront arracher des succès, pour faire reculer les patrons. Car, que que soit le futur gouvernement, formé au lendemain des élections, quel que soit la combinaison qui sera trouvée par la bourgeoisie, la crise sera toujours là, et les patrons essaieront toujours de la faire payer aux travailleurs.

C'est pourquoi il faut préparer dès maintenant le troisième tour, celui de la lutte. Parce que nous en avons assez de cette vie de chômage et de misère pour le plus grand nombre, parce que nous n'accepterons pas plus longtemps le blocage de nos salaires, parce que nous en avons assez d'une vie qui use avant l'âge, détruit le cadre de vie, brise nos espérances, nous devons nous préparer à la lutte. Au cours de la campagne électorale, une force a commencé à s'exprimer : l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne.

Parce que nous voulons en finir avec la société capitaliste, parce que nous voulons le socialisme, une société radicalement nouvelle dirigée par la classe ouvrière, où c'est le peuple qui dirige les grandes orientations du pays, nous devons développer cette force qui naît pour qu'elle soit à même de s'opposer à l'émiettement de nos luttes entretenues par les réformistes et les révisionnistes, à même de construire l'autonomie de nos luttes hors des partis bourgeois de droite et de gauche.

BRAUD ST LOUIS DAMPIERRE- EN-BURLY GREVES SUR LES CHANTIERS NUCLÉAIRES



Deux chantiers de centrales nucléaires sont actuellement en lutte en pleine période électorale : celui de Braud Saint-Louis et celui de Dampierre-en-Burly, près d'Orléans. Alors qu'après l'intervention policière du 14 mars, ceux de Braud Saint-Louis refusent de reprendre le travail sans avoir obtenu satisfaction, les 3 000 travailleurs, en majorité immigrés, du chantier de Dampierre-en-Burly, sont en grève depuis le 2 mars pour une augmentation de salaires et pour leurs conditions de vie et de travail. Les révisionnistes font silence sur ces luttes qui les gênent d'autant plus qu'ils sont de fervents partisans du programme nucléaire d'EDF.

Voir page 5

SAHARA

«Les questions auxquelles le prochain gouvernement devra répondre».

Tribune libre De l'association des amis de la RASD

(Lire page 2)

Italie : Rome en état de siège

La police estimant que le commando n'avait pu quitter la capitale, des milliers de policiers quadrillaient Rome depuis jeudi pour retrouver les ravisseurs de Moro, multipliant contrôles, fouilles et perquisitions.

Samedi, alors que l'ultimatum des «Brigades rouges» expirait à onze heures, la police italienne disait avoir arrêté des suspects liés au commando.

Voir page 7

Meeting unitaire des marxistes- léninistes

Interventions
de Max CLUZOT
et Jacques JURQUET

(Lire en pages 8 et 9)

HUIT FOIS LE TORREY CANYON !



Les côtes bretonnes à nouveau ravagées par la marée noire

Depuis 1967, c'est la quatrième fois que la marée noire ravage les côtes de Bretagne.

Cette fois tous les records risquent d'être battus : le pétrolier géant Amoco Cadiz a été coupé en deux par la tempête et c'est une nappe de pétrole très liquide et volatil qui s'avance vers les côtes sur 600 mètres de large et 20 kilomètres de long. L'odeur est perçue déjà plusieurs kilomètres à l'intérieur des terres.

Chez les pêcheurs bretons, c'est la colère : encore une fois les ressources du

pays détruites, pêche, huîtres, algues, la mer et le paysage défigurés, des mois de travail réduits à néant. Parce que, malgré les précédents, malgré les décisions de principe, rien n'a été fait contre les compagnies pétrolières responsables de ces accidents dus à la logique du profit. Parce qu'encore une fois la lutte contre la pollution des côtes sera inopérante et que le gouvernement se contentera d'accorder une «aide» aux «sinistrés» qui ne compensera pas la perte de leurs ressources.

Lire en pages 6 et 7

tribune libre

Sahara : les questions auxquelles le prochain gouvernement devra répondre

par l'Association des Amis
de la République Arabe Sahraouie
Démocratique

Le Sahara a eu peu de place dans la campagne électorale. Pourtant la guerre s'y poursuit. Une guerre à laquelle participent les troupes françaises. On connaît les faits : depuis l'invasion en novembre 1975 du Sahara par les troupes marocaines, puis en décembre par les troupes mauritaniennes, les gouvernements qui se sont succédés, Chirac et Barre n'ont pas ménagé leur soutien aux envahisseurs. Ce fut le plan Marrakech par lequel l'impérialisme français a livré de grandes quantités d'armes au Maroc pour lui permettre de poursuivre la guerre, ce fut le soutien au gouvernement mauritanien. Petit à petit les conseillers militaires sont revenus en force en Mauritanie. Depuis octobre 1977, ce sont les troupes.

Les forces des bataillons d'Outre-Mer sont à Zouérate. Le gouvernement prétend qu'elles ne participent pas aux combats en dehors des frontières mauritaniennes. C'est faux. A plusieurs reprises les Jaguars basés à Ouakam au Sénégal ont bombardé au cœur même du Sahara. La présence de troupes françaises en Mauritanie soutient l'effort de guerre du régime marocain. Depuis plusieurs mois, des troupes marocaines stationnent en Mauritanie car les troupes mauritaniennes ont de plus en plus de difficultés à faire face aux attaques des unités sahraouies. En intervenant, les troupes françaises les libèrent en partie pour la guerre au Sahara.

Directement et indirectement, la France fait la guerre au peuple Sahraoui, nie son droit à vivre libre sur son territoire, nie son droit à l'indépendance et à l'autodétermination, faisant peser en permanence une menace de guerre sur la région.

Giscard d'Estaing lui-même en envoyant ses troupes affirmait qu'il était pour l'auto-détermination. Aucun des partis en lice pour le second tour ne s'est prononcé ouvertement contre ce principe. Le gouvernement qui résultera du scrutin de dimanche devra réaliser les conditions qui permettent son application, favorisant du même coup le retour de la paix dans la région. Ces conditions quelles sont-elles ?

— Arrêt immédiat de toute l'aide militaire aux agresseurs et retrait des troupes engagées à leurs côtés en Mauritanie.

— Reconnaissance du Front Polisario comme représentant du peuple sahraoui

— Action au sein des instances internationales pour que toutes les forces d'agression quittent le Sahara afin que les Sahraouis puissent regagner leurs foyers.

— Soutien à toute initiative qui permettrait que le peuple sahraoui puisse exprimer sa volonté, sous la surveillance des Nations Unies et de l'OUA, par un vote organisé au Sahara par le Front Polisario.

Si le prochain gouvernement ne remplit pas ces conditions, il choisira de poursuivre la guerre et tout ce qu'elle entraîne comme souffrances pour le peuple sahraoui. Dans les camps de réfugiés les conditions de santé des enfants sont précaires, la nourriture est insuffisante. Dans les zones sous occupation, les Sahraouis subissent une répression féroce. Les villes sont quadrillées, de véritables camps de concentration ont été organisés.

Malgré l'exil, malgré les bombardements et la répression, le peuple sahraoui ne s'est pas laissé soumettre. Fort de son combat contre la pénétration coloniale puis de sa lutte de libération contre le colonialisme espagnol, il poursuit sa lutte et commence de s'organiser au sein du Front Polisario et par les instances de la République Arabe Sahraouie Démocratique qu'il a fondée lors du départ de l'Espagne, pour l'indépendance. Il poursuivra la lutte jusqu'à ce qu'elle soit réalisée. Un gouvernement qui ne remettrait pas en cause l'engagement militaire de la France au Sahara ne pourra pas se prétendre ni l'ami du peuple sahraoui ni l'ami de ses frères marocains et mauritaniens, ni d'aucun peuple d'Afrique.

Union pour la Démocratie Française

SURVIVRA-T-ELLE AU 2^e TOUR ?

• Tout au long de l'été dernier, la polémique entre Chirac et Barre dure : qui est le chef de la majorité ? En septembre, JJSS annonce sur le perron de Matignon : des tractations se déroulent entre les formations non RPR. Il se fait traiter de Turlupin. Le temps passe, les tractations se poursuivent. Quand il s'agit de désigner les candidats « on » parvient à se mettre d'accord tant bien que mal sur une majorité de candidats uniques de la droite. Mais il apparaît bientôt que dans le pavillon de musique au fond du parc de l'hôtel Matignon, les tractations annoncées par JJSS sont une réalité. Elles ont même un objectif bien particulier : mettre au point une tactique permettant de contrebalancer le poids de la principale formation de la droite, le RPR. Le ton monte chaque jour davantage ; au centre de la querelle : quelle attitude avoir par rapport aux socialistes ? Une bonne partie d'entre eux sont-ils intégrables dans une nouvelle majorité après les élections, quel qu'en soit finalement le résultat ou cela est-il un rêve absurde qui distrait des vrais problèmes ?



Un homme de cabinet entouré de 2 vieux routiers d'un «centre» qui patauge depuis plus de 20 ans.

Quand, il y a deux mois, est annoncée la constitution de l'Union pour la Démocratie Française, il apparaît assez clairement que l'opération est téléguidée depuis l'Élysée. Soisson pour le P.R., J.-J. S.-S. pour le Parti radical et Lecanuet pour le C.D.S. sont les piliers de la nouvelle formation.

Incontestablement, le P.R. en est déjà l'ossature dans la mesure où il est le parti du président, ce qui lui donne un peu plus de consistance que les autres.

Au lendemain du pre-

mier tour, on peut constater que l'UDF n'est pas celle qui s'est le plus mal sortie du premier tour. En 1973 en effet, les réformateurs font 12,4 % des suffrages, les Républicains indépendants : 6,9 % et le CDP : 3,7 %. Au total, à elles trois, elles rassemblent 23 % des voix. Lors du premier tour des législatives de 1978, elles perdent 0,2 %.

Cependant, la répartition des voix à l'intérieur de ce cartel se fait très différemment. Le parti radical principalement semble sur-

tout faire les frais de cette opération. Incontestablement, ces résultats pas trop mauvais comparés au tassement des gaullistes pèsent sur l'avenir.

L'UDF, UNE ASSOCIATION DURABLE ?

Hormis la pure arithmétique électorale, quelles sont les chances de survie d'une telle formation ? A priori, elles sont faibles, car à l'évidence, aucune formation plus que l'autre, n'a quoi que ce soit d'un tant soit peu crédible à proposer.

Tout cela étant, quel ob-

vis-à-vis de l'impérialisme américain. Enfin, ce qui les unit, c'est une vieille hostilité par rapport au gaullisme qui a pris aujourd'hui la forme d'une haine profonde à l'endroit du parti chiraquien. Tous ces points communs poussent certains à envisager que l'UDF forme un groupe parlementaire unique dans la prochaine assemblée.

D'autres envisagent une sorte de «fédération des centres» qui aurait le mérite de «ratisser large», c'est-à-dire, sans comporter de structures trop contraignantes, de regrouper tout ce qui est opposé à la fois à la gauche et au RPR, au sein de la bourgeoisie. Une telle structure permet de surcroît d'accueillir de nouveaux groupuscules issus du PS ou du MRG, tel le PSD. Enfin et surtout, cela permet aux trois formations actuelles de garder leur «spécificité», leurs zones d'influence. Toutes ces raisons permettent d'exclure que voit le jour un parti regroupant tous les centristes. Remarquons au passage que la France n'a pas connu de fort parti centriste depuis plusieurs dizaines d'années, ce qui n'est sans doute pas un hasard. Il ne faut probablement pas retenir l'hypothèse d'un parti unique, mais celle d'une «fédération».

UNE FÉDÉRATION DURABLE ?

Celle-ci serait-elle durable ? Incontestablement elle serait fragile tant les difficultés que traverse actuellement la bourgeoisie la secoueraient en permanence. Quand, immanquablement la lutte politique dans les mois qui viennent s'accroîtra, cette assemblée de notables subira des tiraillements. Barre ne s'y est pas trompé, lui qui a refusé d'en prendre ouvertement la tête.

François MARCHADIER

Fin de la campagne électorale sur les ondes :

A QUI VIBRERA LE PLUS FORT

Vendredi soir, la campagne officielle à la radio et à la télévision s'est terminée par les appels tous plus vibrants les uns que les autres des leaders des partis bourgeois. Mitterrand a parlé «d'un grand projet, le projet socialiste, pour un grand peuple». Marchais de la «possibilité, dimanche, de changer la vie». Formulation qui est aussi un appel aux électeurs d'extrême gauche. On n'a rien dit, ce soir-là, sur les projets politiques, on n'a fait que jouer sur les sentiments des électeurs. Le ton était grave et solennel. Dans la

majorité, même ton. Simone Veil pour l'UDF a expliqué sa «conviction que la victoire des socialistes et des communistes serait... catastrophique pour la France».

Chirac quant à lui, a mêlé la fermeté et la gravité à son appel en demandant «d'assurer l'élection de ceux qui défendent véritablement la liberté, en se souvenant qu'il n'y a pas de bonheur sans liberté, mais qu'il n'y a pas de liberté sans courage». Appel creux à des concepts que la bourgeoisie a l'habitude de manier «grandeur», «liberté»...

... pour ne rien dire sur ses projets politiques réels et ce qu'ils signifient

contre les travailleurs (chômage, exploitation quotidienne).

Pour la bataille politique de 78

ABONNEZ VOUS
AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

6 mois..... 180 F

Nom
Prénom
Adresse

Tentatives de coalition centre gauche ?

Les bavures constatées dans les désistements à droite et à gauche incitent à se poser des questions sur les intentions de leurs responsables. Il ne s'agit peut-être pas de simples prises de position individuelles.

Dans les cinq circonscriptions où se déroulent des duels entre candidats de droite, il s'agit dans tous les cas d'un candidat RPR arrivé en tête, qui se trouve face à un candidat UDF ou centriste. S'il faut sans doute faire la part des ambitions personnelles dans ces maintiens de candidatures, on peut tout de même faire cette remarque : les candidats UDF ne peuvent espérer devancer leur rival que s'ils obtiennent des suffrages qui se sont portés sur la gauche au premier tour. On peut se poser la question : ne s'agit-il pas de tester quelle proportion d'électeurs socialistes est prête à voter éventuellement pour un giscardien, à un moment où Giscard fait des avances aux socialistes pour l'élargissement de sa majorité ?

Cet appel commence à être entendu de certains, puisque dans plusieurs cas, des candidats radicaux de gauche, recalés au premier tour, ont appelé à voter pour les candidats de droite au second tour, contre des candidats PCF.

Le racolage de la gauche

CUISINE TOUS INGRÉDIENTS

● Tous les moyens ont été bons pour essayer de grappiller les moindres voix pour ce second tour.

Alors que pendant des mois, les dirigeants du PCF avaient clamé que l'union devait se faire sur des bases claires, cette volonté affichée de clarté politique s'est effacée devant les nécessités électorales.

L'Humanité publie une page complète de prises de position en faveur de la gauche. On peut y remarquer une étonnante capacité de récupération de la part du PCF. Celui-ci pousse le culot jusqu'à publier des communiqués de gens qu'il a toujours combattus jusqu'ici.

C'est ainsi qu'on trouve la prise de position du Front écologique anti-nucléaire, qui a pris conscience de ses «devoirs civiques». Le PCF, défenseur le plus acharné du nucléaire, n'est apparemment pas gêné de faire maintenant des grands sourires à ceux qu'il attaquait violemment il y a peu de temps, les qualifiant de partisans du retour à l'éclairage à la bougie.

Tout en les censurant d'ailleurs. C'est ainsi que se trouve tronqué le communiqué de Paris-Ecologie

78 : ceux-ci annonçaient leur position de voter contre le RPR Krieg, à cause de ses prises de position pour le programme nucléaire et sa responsabilité dans la rénovation sauvage du centre de la capitale. *L'Humanité* ne cite que le deuxième terme de ce communiqué.

Même complaisance pour les communiqués de la CFDT de Lip, pour les paysans du Larzac et l'Association de la région Malville. Ces luttes que le PCF a traînées dans la boue, calomniées de la façon la plus odieuse, il ose aujourd'hui y faire référence.

Le gaulliste Debû-Bridel a été également invité à dénoncer «l'imposture des conservateurs qui prétendent se servir du prestige du général de Gaulle pour pratiquer une politique absolument contraire à celle qui fut la sienne».

Que reste-t-il du PCF qui se vantait d'avoir été le seul parti à s'opposer à la venue au pouvoir de De Gaulle en 1958 ?

MANOEUVRES POST-ÉLECTORALES

Toutes ces magouilles, ces retournements de veste, ces risettes aux gens que le PCF avait combattu la veille, donnent une image assez malodorante de la cuisine électorale de ce parti bourgeois, qui n'a rien à envier à ses adversaires de droite dans la démagogie et la manipulation. Mais qu'on ne s'y trompe pas : il ne s'agit pas seulement de simple tactique : la tentative de récupération de contestations qui lui ont échappé jusqu'ici se poursuivra certainement, dans toute la période qui vient. Certains ont déjà été sensibles à ces appels. Il importe plus que jamais de renforcer la vigilance vis-à-vis de ces manœuvres, condition nécessaire pour développer l'autonomie du mouvement de masse face à tous les partis bourgeois.

François NOLET

Après avoir, des années durant, dénigré les luttes contre les dangers du nucléaire, le PCF à la veille du 2^e tour cherche à grappiller des voix dans ces mouvements.



SAINT ÉTIENNE : LE TOUR EST JOUÉ !

Dans la circonscription de St Etienne Sud (celle où se trouvent Peugeot et Manufrance), la morosité gagne les militants du PS. Il y a de quoi : 0,05 % d'écart au premier tour ont permis au candidat PCF, François Tomas (président de l'université) de devancer l'économiste PS, administrateur de Manufrance, Bruno Vennin... Nous avons déjà révélé dans le *Quotidien du Peuple* les manœuvres de deux candidats de diversion : «L'écologiste» B. Fulchiron et le «radical-socialiste indépendant» E. Dusart. Nous les disions au service d'une opération PCF de captage des voix de B. Vennin. Aujourd'hui que Tomas s'est retrouvé le seul candidat en lice face à Neuwirth du RPR

et que le tour est joué, les masques tombent. Le «radical indépendant» (que le journal catholique *L'essor* classait «proche de M. Durafour») appelle à voter... François Tomas. Et certaines cellules PCF de l'université ricanent un peu trop fort : «Fulchiron ? Mais c'est un adhérent du PCF... Il avait demandé l'autorisation de se présenter à la Fédération».

Bon prince ou contraint et forcé (qui sait ?), B. Vennin demandait quand même que «pas une voix ne manque au candidat d'union le 19 mars». Les militants PS auront sans doute eu moins de fair-play !

Corr. St-Etienne

«APRES LES ÉLECTIONS, LA LUTTE !»

Quelles ont été les réactions des travailleurs aux difficultés de la gauche au premier tour des élections, et à l'accord Marchais-Mitterrand-Fabre qui a suivi ? Des travailleurs de chez Foulon, entreprise du 20^e arrondissement de Paris, ont déjà exprimé clairement leur méfiance vis-à-vis de la gauche. Pourtant dimanche 19, ils votent pour elle. Pourquoi ? Pour les 2 400 F, nous disent-ils. Ces voix ne sont pourtant pas à considérer comme un ralliement, loin de là, et plusieurs de ces travailleurs suivent d'un oeil attentif la construction de l'UQPDP. Pour eux, il

y a d'un côté leur intérêt à court terme, et ils pensent que la gauche au pouvoir pourrait les satisfaire, et la perspective à plus long terme, celle de la lutte, qu'incarnent les communistes révolutionnaires, et ce, quelle que soit l'issue du scrutin nous disaient-ils.

Ils auront été parmi les millions de travailleurs à voter pour la gauche. Ils sont aussi parmi ceux qui sont bien décidés à prendre leur sort en main dès aujourd'hui, ils sont parmi ceux qui, sans attendre le résultat de dimanche, parlaient déjà de la lutte.

Chirac nettoie Paris !

Au lendemain du 1^{er} tour, les Parisiens ont pu voir disparaître les panneaux électoraux des candidats qui ne se représentaient pas le 19 mars. C'est la Mairie de Paris qui a donné l'ordre à ses services de nettoyage de les enlever. Le code électoral donne l'instruction aux préfets de mettre un panneau à la disposition de chaque candidat. Tous ceux qui n'ont pas obtenu 12,5 % des inscrits ne pourront donc faire connaître leurs positions pour le second tour.

Ces mesures visent évidemment les petites formations qui appellent à voter pour la gauche.

Royalistes déboussolés

«Pour le second tour, la Nouvelle Action Française appelle à l'abstention ou au vote blanc. Une seule exception à cette consigne, dans la 1^{ère} circonscription de Meurthe et Moselle où cette minuscule organisation de monarchistes déboussolés appelle à voter pour la candidate socialiste afin de battre JJSS qui symbolise «la dictature de l'argent, la soumission à la dictature de l'impérialisme américain et la pire des féodalités politiciennes».

La candidate de la NAF est apparemment tout à fait satisfaite de sa participation au conseil municipal d'Épinal. Eh oui ! Sur une liste d'union de la gauche dans une ville de plus de trente mille habitants, cette royaliste est conseillère municipale.

Affiches en trompe l'œil

Un texte noir sur fond de drapeau bleu blanc rouge : est-ce une affiche électorale de l'extrême droite ? Pas du tout. C'est le PCF qui appelle à commémorer le 16^e anniversaire de la fin de la guerre d'Algérie. Une cérémonie est même prévue à 18 h 15, le 19 mars, sous l'Arc de Triomphe.

«En agissant ainsi, les anciens combattants en Algérie, au Maroc et en Tunisie exprimeront leur volonté de voir leurs droits pleinement reconnus» déclare *L'Humanité*. Ainsi, le PCF met sur le même plan la guerre impérialiste de 14-18, la guerre anti-nazie de 39-45 et la guerre de libération nationale en Algérie. En taisant pour qui combattaient les soldats envoyés en Algérie.

Les condoléances de Marchais à la Démocratie chrétienne italienne

Quand on interroge Marchais sur la collaboration de classe ouverte que le PCI mène avec la bourgeoisie en place, il répond : «Ce n'est pas mon affaire». Pourtant, il emboîte le pas de son homologue italien dans l'affaire Aldo Moro. Le PCI, de concert avec les autres partis bourgeois, profite de l'enlèvement pour appeler à un renforcement de l'ordre.

Marchais l'assure de son soutien dans un message publié dans *L'Humanité* de vendredi : «Dans ces circonstances dramatiques, je tiens à assurer le Parti communiste italien de la solidarité active des communistes, des travailleurs français dans sa lutte pour l'ordre démocratique. (...)

Je te demande de bien vouloir transmettre ces sentiments de condoléance et de solidarité à la démocratie chrétienne ainsi qu'aux autres forces démocratiques italiennes».

Arenc : la plainte du Syndicat de la Magistrature jugée «incongrue» par Peyrefitte

Peyrefitte répond à la plainte déposée par le Syndicat de la Magistrature par le mépris en qualifiant celle-ci de «tout à fait incongrue». Quant à sa circulaire, «loin d'être attentatoire aux libertés, elle renforce leur protection puisqu'elle institue sur cette détention un contrôle de l'autorité judiciaire garante des libertés individuelles ! Peyrefitte montre là tout le cynisme dont il est capable en osant prétendre que ses attaques contre les libertés démocratiques ne viendraient que pour mieux défendre celles-ci ! Quant à la plainte, il la juge irrecevable, la Haute Cour ne pouvant être saisie que par le Parlement.

7 ans après l'incendie de la pouponnière de Sarcelles

LE PRIX D'UN MORT

Sept ans après l'incendie de la pouponnière de la clinique Alexis Carrel à Sarcelles qui avait fait 12 victimes, la justice vient de rendre son verdict. L'ex-PDG de la société qui produisait les chauffe-bébés incriminés, a été condamné à une peine de treize mois avec sursis, tandis que le directeur de la clinique s'en tirait avec six mois, également avec sursis. Ils devront payer solidairement 30 000 francs aux pères des enfants décédés et 40 000 francs aux mères. Une provision de 200 000 francs est en outre exigée pour les parents des nourrissons blessés.

Les chauffe-bébés de la pouponnière de la clinique A. Carrel, étaient d'une technologie moins développée que ceux habituellement employés dans ces établissements. Les berceaux-chauffants servent à maintenir les nourrissons fragiles à une température de 37°, avec possibilité d'insuffler de l'oxygène, si nécessaire. La température requise était atteinte pas l'échauffement d'une résistance électrique, le directeur de la clinique avait équipé ces berceaux de matelas de

polyuréthane, et les avait garnis de coton ! Ces deux matières, hautement inflammables, obstruant les aérations, provoquaient un surchauffage, c'était le drame ! Dans la pouponnière surchargée, où deux nourrissons seulement auraient dû se trouver, 5 nouveaux nés trouveront la mort, si les autres seront blessés. Le directeur de la clinique, soucieux de ses bénéfices, avait choisi des berceaux plus économiques, sans s'inquiéter des normes de sécurité de ce matériel. Mais les bénéfices

procurés par ces investissements vite amortis, n'étaient pas suffisants, le directeur rentabilisait les locaux en les surchargeant au mépris de la sécurité. Le substitut du procureur de la République devait d'ailleurs condamner, lors du procès, «des pratiques illégales qui consistent à empiler des bébés dans un local hospitalier par manque de surveillance et avec la neutralité apparente du Ministère de la Santé». Quant au fabricant, suivant en cela les principes de la libre concurrence, il bradait les normes de sécurité pour pouvoir se faire sa place sur le marché, en faisant du matériel plus «économique». Les peines sont bien légères (le directeur de la clinique est au demeurant amnistié) au vu de l'ampleur du drame. Et une fois encore, d'autres responsables n'étaient pas sur le banc des accusés.

L'armée absente du procès du bordel du 2^e REP : DES BETES ET LEUR CULTURE !

Procès de proxénètes à Marseille. 17 personnes civiles comparaissent devant le tribunal de Grande Instance, après la «découverte» en 1977 de l'affec-tation du «foyer culturel» du 2^e régiment étranger parachutiste (la légion), qui était en fait un bordel ! Aucun responsable militaire de cette unité n'est sur le banc des accusés, alors qu'un hôtelier utilisant son établissement comme «maison de passe» serait inculpé. Le commandant du 2^e REP, ne se cache d'ailleurs pas et reconnaît que «le phénomène en question a toujours existé au sein de nos armées dès lors qu'il s'agissait d'unités de recrutement non métropolitain». Ainsi l'armée reconnaît sa participation dans la séquestration et le

répugnant esclavage dans lequel étaient maintenues des femmes qui s'échangeaient pour les plaisirs des brutes de la légion pour des jetons de 7 francs. Plus le légionnaire disposait de jetons, plus il pouvait prétendre en échange : le mercantilisme de l'ignominie. Le décompte se faisait ensuite, entre la «gérante», les femmes contraintes, les souteneurs et la légion (2 francs par jeton). La gérante tenait ainsi son commerce avec la légion depuis 17 ans, pendant lesquels elle l'avait suivie en Algérie, au Tchad, puis Calvi. Pauline Delbar, la gérante, était assistée dans ces affaires par l'infirmer militaire qui comptabilisait et enregistrait le nom du «client», sa qua-

lité, le nombre de jetons. Le médecin Chef surveillait la santé de tout ce petit monde. Tout cela dans l'enceinte du 2^e REP, avec la bienveillante couverture de la hiérarchie militaire. Le colonel Erulin, commandant de l'unité de Calvi, ne manque pas de cynisme en affirmant que «la population locale apprécie cette situation qui garantit à la fois sa tranquillité et la paix de la cité !».

Les habitants de Corte apprécieront cette interprétation de leur mouvement de colère qui désignait la légion comme un ennemi. Le niveau «culturel» des épaves qui composent les régiments de la légion est décidément toujours aussi bas.

Pierre CHÂTEL

Chômage : + 2 ou 3 % en février !

BEULLAC SILENCE, ON VOTE !

Selon la CFDT, le nombre de chômeurs aurait augmenté de 2 à 3% au mois de février. Le chiffre officiel, nettement en-dessous de la réalité, atteindrait 1 350 000. Habituellement, au jour qu'il est, les résultats sont connus : la date de publi-

cation ne dépasse pas le 15 de chaque mois. Depuis plusieurs mois d'ailleurs, on nous annonce à chaque fois que le chiffre est en baisse, que des milliers de jeunes ont trouvé du travail grâce au pacte national pour l'emploi. Cette fois, c'est le

silence. Bien sûr, au Ministère, on indique que les collaborateurs du ministre du Travail ont demandé de fournir les résultats de février avant le deuxième tour. Mais il semblerait que ces résultats ne soient pas brillants, même avec leur calcul truqué... Alors on préfère se taire, plutôt que de risquer d'être démenti une deuxième fois, quelques heures plus tard, par le directeur de l'INSEE. On préfère mettre une sourdine à l'extraordinaire réussite de la campagne pour l'emploi des jeunes, d'autant qu'il commence à être connu que des centaines de ces heureux stagiaires n'ont pas touché un sou depuis plusieurs mois, et qu'ils sont contraints à faire des emprunts pour survivre !

Non à l'expulsion de Saïd Jertila !

Saïd Jertila, tunisien est toujours menacé d'expulsion. Le comité de soutien renouvelle son appel à venir signer la pétition contre l'arrêté qui menace Saïd. Le comité informe qu'une journée contre les expulsions aura lieu le dimanche 26 mars, à partir de 15 heures, au 154 rue Saint Maur à Paris 11^e, adresse où doivent parvenir les pétitions. Pour le soutien financier : Laurence Galène. CCP La Source 3108414 B, avec mention, «pour Saïd Jertila».

Après la manifestation des «stagiaires Barre»

LES MANŒUVRES DE RÉCUPÉRATION DU PCF MISES EN ÉCHEC

Apprenant la manifestation des «stagiaires Barre» jeudi à Paris, le ministère du Travail, en toute hâte, a promis de payer les salaires (en retard de trois mois pour beaucoup d'entre eux)... fin mars.

Certes, ce «recul» est pour le moins limité et comme nous le faisait remarquer un stagiaire vendredi : «Avec les coupures de gaz, d'électricité, on ne peut pas se permettre d'attendre la fin du mois, c'est impossible.» D'où la nécessité de continuer la lutte dans les jours qui viennent. Toujours est-il que ce premier pas en arrière n'aurait pas eu lieu sans la manifestation et tout le travail l'ayant précédé, préparé par un groupe de stagiaires. Cette évidence, le PCF la nie !

L'Humanité de vendredi réussit le tour de force dans une brève, de ne pas parler de la manifestation et d'attribuer le recul du gouvernement... à la con-fédération cégétiste ! «Le centre confédéral de la jeunesse CGT s'est félicité qu'enfin, le gouvernement réponde à de nombreuses

crête, après des semaines de silence, a été d'essayer d'empêcher la tenue de la manifestation de jeudi ; certains stagiaires nous disaient que des coups de téléphone avaient été donnés dans certains centres pour annoncer que la manifestation était interdite ! Ce qui a eu pour effet

Un membre du collectif résumait pour nous hier, le point de vue de ses camarades dans cette affaire : «Le soutien de la direction CGT ? C'est entièrement faux ! Ce sont les stagiaires eux-mêmes qui ont tout fait et ensuite la CGT a pris le train en marche et essayé de prendre ça pour son propre compte. La première fois qu'on était allés, au début du mouvement, demander l'aide de la direction confédérale, on ne nous a presque pas acceptés ; mais ensuite, lorsque nous-mêmes, on a déclenché le mouvement et qu'ils se sont aperçus que c'était un mouvement qui prenait de l'ampleur, comme par hasard, ils ont «soutenu».



démarches et manifestations de la CGT et du comité des stagiaires en annonçant le paiement rapide des salaires» !

Passons sur la confédération CGT qui n'a organisé aucune initiative concrète depuis six mois en ce domaine et venons en à ce mystérieux «comité des stagiaires» qui semble avoir sa bénédiction. Il s'agit du Comité Carrat, dirigé par des responsables CGT, membres du PCF pour beaucoup.

Créé en toute hâte, il y a à peine un mois et demi, ce «comité» est destiné bien sûr à récupérer, comme l'affirment les stagiaires un mouvement qui, aux yeux des hommes du PCF, commençait à prendre un peu trop forme !

Ce comité, il faut le préciser, est archi-minoritaire et ne peut en rien prétendre être représentatif des stagiaires : il représente huit stages sur la région parisienne, contre 35 regroupés dans le collectif, reconnu par les stagiaires.

Et sa seule activité consistait à empêcher certains cen-

tres d'y participer !

Quant au «soutien» accordé après cette manifestation, en quoi consiste-t-il ? Les hommes du PCF passent désormais leur temps à persuader les stagiaires que leurs revendications... vont trop loin ! «Pour eux, par exemple, nous disait un stagiaire, on ne devrait pas demander par exemple 120 % du SMIC, pour une femme stagiaire ayant un enfant.» «Avertissement» qui faisait dire à de nombreux stagiaires, à juste titre qu'avec la gauche, on continuerait à exister — elle n'a pas pris position contre — et on toucherait 90 % du SMIC, c'est-à-dire de 2 400 F, s'ils sont accordés, ce que rien ne garantit.

Mais les stagiaires refusent cette récupération !

Jeudi soir, ils sont allés trouver le comité Carrat qui a dû se dissoudre et accepter de se fondre dans un nouveau comité que les stagiaires ont décidé de créer. «Un comité représentatif de tous les stagiaires, précisent-ils, autonome par rapport aux syndicats, sous la direction des stagiaires. Jeudi prochain, les structures de ce comité seront mises en place ainsi que la plateforme revendicative qui sera présentée au gouvernement quel qu'il soit».

La marge de manœuvre des PC et PS s'ils arrivent au pouvoir sera là encore étroite !

Richard FEUILLET

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Luttes sur les chantiers des centrales nucléaires

● BRAUD SAINT-LOUIS (GIRONDE) : LA LUTTE CONTINUE

● DAMPIERRE-EN-BURLY (LOIRET) : GREVE TOTALE DEPUIS LE 2 MARS

● Tandis qu'à Braud Saint Louis les grévistes maintiennent leur piquet de grève et refusent de reprendre le travail sans avoir obtenu satisfaction, malgré l'intervention et la présence des forces de l'ordre, les 3 000 travailleurs du chantier de la centrale nucléaire de Dampierre en Burly sont en grève totale depuis le jeudi 2 mars, en lutte

eux aussi contre les mêmes conditions de travail et de vie qu'à Braud. Ces luttes suscitent la mobilisation d'un très grand nombre de travailleurs sur des revendications particulièrement offensives ce qui, en pleine période électorale est bien gênant et pour la droite et pour la gauche ; la preuve en est le silence observé par la presse autour d'elles.

Le chantier de Dampierre est installé depuis 4 ans sur le site de la centrale, employant de nombreuses entreprises et en moyenne 3 000 personnes, dont une écrasante majorité de travailleurs immigrés. Ces ouvriers habitent pour la plupart plusieurs cantonnements, c'est-à-dire des regroupements de baraques de chantier allant jusqu'à 350 personnes, ou dans des caravanes, tout près du chantier. Ils vivent dans des conditions de confort et d'hygiène tout à fait révoltantes, avec des équipements sanitaires très insuffisants, sans aucun équipement culturel ou de loisirs, sans moyens de transports collectifs pour se déplacer.

Ils luttent aussi contre les conditions de travail particulièrement difficiles qui leur sont imposées sur cet immense chantier, au mépris total de leur sécurité, certains patrons refusant même d'attribuer à chaque ouvrier un casque et une paire de bottes. De nombreuses luttes ont déjà eu lieu sur le chantier de Dampierre pour les mêmes revendications. En octobre 1976, un piquet de grève avait même été attaqué par un commando encadré par la maîtrise et toute une campagne raciste avait été orchestrée. Les travailleurs immigrés se sont toujours montrés particulièrement combattifs dans ces luttes et cette fois encore, ils participent massivement au piquet de grève qui barre l'entrée du site.

Les grévistes réclament également une augmentation de salaire ainsi que le relèvement de leurs indemnités de déplacement. Il faut savoir en effet que les patrons réclament à cha-



La mobilisation des travailleurs du site de Braud Saint Louis après l'intervention des flics le 14 mars à 6 heures (photo prise le 15 mars et envoyée par un correspondant).

que travailleur 10 F par jour pour pouvoir dormir à deux dans une baraque de chantier en bois ! Ils luttent également contre les atteintes aux libertés syndicales.

Pour l'instant, aucune négociation avec la direction sur ces revendications n'a pu avoir lieu, celle-ci mettant comme préalable la levée du piquet de grève. Une des entreprises, Egelec, a d'ailleurs envoyé une lettre recommandée à chacun de ses 50 employés suspendant leur contrat du fait du conflit.

La CGT, qui est le syndicat majoritaire sur le chantier, est divisée en ce qui concerne la poursuite de la lutte et les moyens d'action à envisager. Un certain nombre de délé-

gués se refusent en effet à céder au chantage patronal et n'entendent pas lever le piquet de grève sans avoir obtenu satisfaction, suivis en cela par la majorité des grévistes. Quant à la direction CGT, elle aimerait bien, ainsi d'ailleurs qu'à Braud Saint-Louis, casser cette lutte qu'elle ne contrôle pas de bout en bout. Pour l'instant, elle n'avance ni propositions ni initiatives permettant une plus large participation de tous les travailleurs à la grève et une réelle popularisation de la lutte.

La Vie Ouvrière, hebdomadaire de la CGT, n'a pas consacré une seule ligne à cette lutte. Quant à L'Humanité, elle y a consacré un entrefilet le 10 mars, et encore faisait-il

état mensongèrement d'une « grève de 24 heures à l'appel de la CGT pour le respect des libertés syndicales » ! Il est vrai que ni le PC ni la CGT ne peuvent être favorables à des grèves qui se développent sur des chantiers de centrales nucléaires et en retardent les travaux de construction alors que la direction du PC s'est prononcée clairement dans les mois précédents pour la continuation de la politique nucléaire de la bourgeoisie actuelle.

Les actuelles tentatives de racolage des voix des écologistes et des anti-nucléaires se situent dans une période bien délimitée dans le temps : celle des élections.

Catherine MEGEVAND

Affaire du Cap de la Hague :

LES RESPONSABLES CONDAMNÉS

L'affaire du Cap de la Hague, c'était le 11 octobre 1973 : la drague « Cap de la Hague » avait chargé du gravier et du sable au large du cap Blanc Nez, pour la construction du nouveau port de Dunkerque, et se dirigeait vers Calais. Un fort vent de nord-est agitait la mer. Brusquement, la drague basculait, sans que les marins aient pu rétablir

l'équilibre. 12 marins périssaient noyés, seuls 3 hommes de l'équipage pouvaient être sauvés.

A la suite de cet accident, deux inculpations furent lancées contre M. Viala Albert, président directeur général de l'Union Maritime de dragage et contre M. Gérard Bourceau, directeur du service maritime au bureau Véritas de Paris. La fédération des

syndicats d'officiers et de marins CFDT, l'établissement national des invalides de la marine, les veuves et les enfants des disparus se constituaient partie-civile.

Mercrredi, le tribunal de grande instance de Boulogne rendait son jugement. Les deux inculpés étaient reconnus coupables d'homicide involontaire et de blessures involontaires, et

condamnés à 15 mois de prison avec sursis et 10 000 francs d'amende chacun. Les veuves et les enfants obtiennent aussi des réparations.

Pour les marins, c'est un point marqué dans leur lutte pour faire reconnaître que les accidents, sur mer comme sur terre, ne sont pas dus à la fatalité.

Manufrance :

LA VALSE CONTINUE !

A peine éteints, les flonflons de l'opération Poulidor (à l'occasion de l'étape de Paris-Nice à Saint Etienne, la semaine dernière), Manufrance connaît une nouvelle crise de direction.

On sait que déjà l'on en est au troisième PDG depuis la démission de M. Blanc et l'accession de la gauche à la mairie. Mais à la valse des PDG s'est ajoutée celle des administrateurs. M. Jean Hamon, coopté le 17 février dernier comme administrateur délégué par le conseil d'administration, et présenté alors comme membre du directoire de l'entreprise stéphanoise, a remis sa démission le 16 mars. Cette fois, pas de mystères ; Hamon dit franchement de quoi il retourne : « Cette séparation résulte des divergences de vues qui se sont révélées entre lui et M. Gadot-Clet (le nouveau PDG), à propos de la gestion et de l'avenir de Manufrance ». Précisons que cette démission est aussi liée au rôle dévolu à M. J. Petit (ex-PDG) jusque là « conseiller » de la direction et dont il semble que M. Gadot-Clet envisage de se séparer prochainement. L'actuel PDG, parti au Koweït rechercher un financement frais, a pris la

démission de l'administrateur avec décontraction comme un « nouvel épisode du feuilleton Manufrance ». Malheureusement tout cela n'est pas une simple affaire de personnes ou pure rivalité de cliques bourgeoises : au bout du compte, c'est l'emploi des travailleurs de Manufrance qui se joue ! Une sourde lutte d'influence entre groupes bancaires et mutuelles (à direction PS comme la Matmut, ou PCF comme la Somutal) se déroule dans le dos des ouvriers menacés dans leur emploi. M. Sanguedolce, maire PCF de Saint Etienne, fort bien au courant de toutes ces manœuvres mais peu soucieux de les révéler aux travailleurs concernés, s'est contenté de considérer comme un « processus normal de restructuration », la démission de Jean Hamon dont le poste de direction a été qualifié, après coup, d'« intérimaire ». Il semble bien que le « compromis historique à la stéphanoise » qui fait de M. Gadot-Clet, ami commun du RPR Hersant et du milliardaire PCF Doumeng, le PDG de Manufrance, éliminera encore d'autres cadres et administrateurs sous peu.

Cor. Saint Etienne



Le N° 15 de Marine en Lutte est sorti. Au sommaire, une analyse des positions du PCF et du PS pour la marine.

A commander à Marine en Lutte - 5 rue du Pinier, 44 400 - Reze.

Gigantesque marée noire sur les côtes de Bretagne

HUIT FOIS LE «TORREY CANYON»

Un pétrolier géant, l'Amoco Cadiz s'est échoué dans la nuit de jeudi à vendredi au large du petit port nord finistérien de Portsall. Ce pétrolier, qui portait pavillon libérien — encore une fois un pavillon de complaisance — renferme dans ses flancs 233 000 tonnes de mazout : si l'ensemble de sa cargaison se répandait, la catastrophe serait 8 fois plus importante que celle pour laquelle le Torrey Canyon en mars 67. C'est la quatrième marée noire que subissent en 11 ans les pêcheurs de Bretagne. Après le Torrey Canyon en 67, l'Olympic Bravery en 76, le Bohlen en 76 encore. Et l'accident qui vient de se produire risque bien d'être le plus grave de toute la série.

L'Amoco Cadiz dont l'armateur est Amoco Phillips Petroleum venait du Moyen Orient. Pendant la nuit, il connaît un ennui technique : le gouvernail ne répond plus. Le port de Brest expédie un remorqueur allemand, le Pa-

cific, qui se porte à son secours. Le remorqueur tire le pétrolier par l'arrière, alors que le vent atteint des pointes de force 10. A trois reprises la remorque se brise et finalement le pétrolier va s'éperonner sur un récif

au large de Portsall... Après bien des difficultés, l'équipage, une quarantaine d'hommes, est évacué par hélicoptère : les canots de sauvetage ne peuvent s'approcher des récifs compte-tenu du mauvais temps. Le plan Polmar est mis en application : bien piètres moyens au regard de l'ampleur de la catastrophe ! 7 navires de la marine nationale répandant des détergents légers, de la craie et tentent d'installer des barrages anti-pollution pour protéger quelques ports...

L'accident prend des dimensions dramatiques surtout quand on considère l'économie de la zone côtière fondée essentiellement sur la pêche. Du

Conquet à l'île de Batz, tous les pêcheurs de cette région risquent, comme ceux de Portsall, d'être privés de leur gagne-pain : plus de sorties en mer possibles alors que l'hiver a été particulièrement mauvais, plus de récolte de goémon, et aussi la menace «noire» sur les parcs à huîtres, qui sont menacés par la pénétration de la nappe dans les abers, là où la mer pénètre loin dans la terre.

Vendredi après-midi, les pêcheurs de Portsall, du Conquet, de Lampaul-Ploudalmézeau se réunissent en présence des syndicats CGT et CFDT. L'émotion était à son comble. Les larmes troubles souvent la voix de

ces familles de pêcheurs ruinés, lorsqu'ils vous racontent leur tragédie. Lundi matin, les pêcheurs déposeront leurs rôles au bureau de pêches et demanderont les indemnités qui leur sont indispensables pour vivre. Mais si elles sont accordées, quand le seront-elles ? Les précédents incitent au pessimisme...

Récemment Giscard venait dîner à l'île de Houat pour tenter, dans une vaste opération démagogique, de montrer son souci pour l'avenir de la Bretagne. Mais aujourd'hui une fois de plus la réalité a tranché : les pêcheurs bretons se trouvent seuls face à la calamité, sans qu'aucune mesure ne soit prise. Pendant ce temps, à la préfecture maritime, les responsables du plan Polmar tiennent conférence sur conférence, complètement impuissants, cherchant comme toujours (sans les trouver) des remèdes miracles que s'empressent de leur proposer de toutes parts des trusts qui cherchent à faire des affaires ! Les mêmes souvent qui font transporter pour leurs besoins les hydrocarbures qui empoisonnent nos mers et tuent à petit feu la faune, la flore et la pêche côtières !

D'un côté le spectacle hallucinant de la côte bretonne et le drame de ses pêcheurs ruinés ; de l'autre, les affaires mirifiques réalisées par les compagnies au mépris de la sécurité, et l'impuissance de la bourgeoisie. Une marée noire historique, un drame immense : une société bel et bien pourrie !

Pierre PUJOL

Il y a onze ans le Torrey Canyon

Le 18 mars 1967, le pétrolier Torrey Canyon, l'un des plus gros à l'époque, s'échouait au large de la Cornouaille anglaise. Il faudra plus de cinq ans pour que les traces de cette première catastrophe disparaissent et que la faune et la flore puissent à nouveau se développer d'une façon normale. Le Torrey Canyon avec sa jauge passée de 61 000 tonnes à 120 000 tonnes, après transformation en 1955, s'échouait alors qu'il naviguait à pleine vitesse, créant une brèche de 150 mètres de long sur le flanc du navire. Les remorqueurs appelés à la rescousse ne parvinrent pas à le remettre à flot. Son chargement commençait alors inexorablement son œuvre destructrice... la nappe de 30 000 tonnes formée d'une partie de la cargaison prenait, avec ses kilomètres-carrés de surface brunâtre des allures de catastrophe. Et ni les crédits bloqués de toute urgence par les Britanniques, ni les vingt navires de la Royal Navy, aspergeant la mer de détergents ne purent freiner sa progression et les dégâts commis sur son passage. Et bientôt, elle parvenait sur les côtes bretonnes ou elle installait toute son horreur. Des dizaines de kilomètres de plages polluées, des parcs à huîtres inutilisables, la faune et la flore en partie irrémédiablement détruites, les ressources des pêcheurs réduites à néant. La première catastrophe «écologique» démontrait le mépris et l'irresponsabilité de ceux qui veulent leurs profits, négligeant les risques que peuvent créer leur démarche. Onze années plus tard, la situation n'a pas évolué...

port de Brest, le pouvoir qui se refuse à empêcher les tankers de croiser trop près de nos côtes !

Aux termes de la convention internationale signée par le Liberia, le propriétaire est responsable civilement. Mais quand, comment et combien seront indemnisés des victimes qui n'ont rien d'autre aujourd'hui pour vivre ?

Les responsables : la compagnie libérienne, le

Ils témoignent et ils accusent

Une habitante de Saint-Pabu : «On a été réveillés d'abord par l'odeur, vers 11 h 30 à peu près. On a commencé par se demander si ça venait de chez nous... Mon mari est allé voir à la mer. Il a vu le bateau, à deux milles de la côte. La nappe est immense. Le pétrole va partout, dans les parcs à huîtres. Tout cela va être tué. Avec le pétrole, l'écume est noire au lieu d'être blanche.»

Un observateur de la Marine raconte ce qu'il a vu à bord d'un hélicoptère d'observation : «D'hélicoptère le spectacle est effrayant. Il faut voir cette épave, éventrée, battue par la mer qui déferle ! La nappe brune s'étend sur 600 mètres de largeur sur 20 km de longueur. Il y a une quantité importante de plages qui sont déjà recouvertes, qui sont engluées d'une sorte de goudron noirâtre. Il y a juste des taches blanches, celles des bateaux, dans les petits ports déjà envahis. Il y a plus grave encore, les parcs à huîtres qui sont installés dans les abers et sont déjà pris en partie. Le bateau est cassé en deux, il s'est rompu au niveau du château arrière.»

C'est un véritable flot de pétrole qu'on voit s'écouler, une espèce de torrent qui surgit de la coque du navire à gros bouillons. Il n'y a même plus de houle avec tout ce mazout. On dirait que les rochers ont été passés au pinceau. Ils sont tout noirs, c'est sinistre. C'est lamentable, c'est atroce !»

M. Legendre, maire adjoint de Portsall : «J'ai été averti hier soir qu'un bateau qui était en remorque avait cassé sa remorque et qu'il se rapprochait de la côte. Au moment où j'ai ouvert ma porte — je suis moi-même un ancien officier de pétrolier —, j'ai senti l'odeur du pétrole.»

Nous avons tout fait pour sauver les marins. Ce sont les hélicoptères qui ont réussi finalement. Actuellement, tout est pollué sur la côte Nord-Finistère. Ici ce sont des vagues de mazout : la pêche est foutue, le goémon est foutu, la saison touristique est foutue ! Il y a beaucoup de gens qui ne vivent que de ça ! C'est un village de pêcheurs ici. Personne ne verra ici cet été, à mon avis !

Au moment où cela s'est passé, la mer était à mi-marée, ce qui fait que lorsqu'elle a baissé, il s'est cassé en deux, l'arrière s'est détaché. Il reste énormément de mazout à bord. Cela, c'est le travail du préfet : l'empêcher de vider toutes ses cuves, ce qui serait terrible. Actuellement, il y a une très forte tempête, et le bateau peut se casser en mille morceaux ! Tous les moyens devraient être pris par le gouvernement ! Pour nous, c'est une catastrophe épouvantable !»

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



Sud-Liban

LA RESISTANCE CONTINUE

«Il faut en finir avec l'OLP. Il faut vraiment l'extirper» déclarait jeudi soir, le général Weizmann, à la chaîne américaine ABC. La violente agression lancée par les forces sionistes contre le Sud-Liban est en effet, l'aboutissement logique de l'offensive diplomatique lancée par l'impérialisme américain au Proche-Orient. Ces derniers mois, en incluant l'initiative de Sadate qui a reconnu de facto l'entité

sioniste, mise en cause l'OLP, sa représentativité, et expulsé ses représentants du Caire. Mais pour tenter d'«extirper» l'OLP, les sionistes n'ont d'autres recours que les attaques massives contre la population, qui se reconnaît unanimement dans les organisations combattantes de la Révolution palestinienne.

Les bombardements massifs contre la ville de Sour qui se sont poursuivis vendredi avec la mise en œuvre combinée de l'aviation, de la marine et des blindés sionistes, la barbarie déployée pour massacrer les colonnes de réfugiés sur les routes remontant vers le Nord du Liban soulignent cette volonté sioniste de vider le sud de sa population, conformément à la politique de terreur de l'Etat d'Israël depuis 1948. C'est notamment pour massacrer des dizaines de réfugiés sur la route que des commandos sionistes ont débarqué vendredi au nord du fleuve Litani, à Aldoun. Nombre de réfugiés sont arrivés à Saïda, plus au nord,

où des camps de toile ont été rapidement dressés, tandis qu'à Beyrouth qui compte ses morts à la suite des bombardements sionistes sur les camps de réfugiés palestiniens et des quartiers libanais pauvres, 35 000 nouveaux réfugiés palestiniens et libanais seraient arrivés.

VENDREDI : DES COMBATS ACHARNÉS

Comme nous le disions hier, la barbarie sioniste vient en «réponse» à la très grande résistance que continuent d'opposer les Palestiniens et les forces libanaises progressistes. Vendredi, l'agence de presse palestinienne Wafa

soulignait le caractère acharné de la bataille avec les agresseurs et indiquait : «Des rapports de la nuit dernière et de ce matin (vendredi) montrent qu'en dépit des attaques répétées toute la journée d'hier, cette nuit et ce matin, l'infanterie israélienne n'a pas pu capturer Bent Jbeïl (position importante dans les montagnes de l'Arkouh, au sud-est du Liban - NDLR). A 9 heures ce matin, les forces conjuguées (palestiniennes et libanaises progressistes) tiennent toujours le village et les zones environnantes, elles ont repoussé les tentatives israéliennes sur les trois axes où elles se déployaient. Cette nuit (jeudi à vendredi), les combattants des forces conjuguées ont effectué cinq raids sur les positions que les Israéliens occupent au sud du Liban, détruisant une quantité importante de matériel militaire et infligeant des pertes considérables.»

Wafa faisait état également du renforcement du dispositif des forces palestiniennes et libanaises progressistes, en plusieurs points du champ de bataille. Il est significatif qu'en France, la radio et la télé qui avaient annoncé en long et en large l'«avance foudroyante» des sionistes ont depuis quarante-huit heures mis une sourdine évoquant la «résistance inattendue» depuis qu'il est apparu à tous les observateurs que celle-ci était particulièrement importante.

La poursuite de la résistance au Sud place les sionistes, qui ont misé sur une victoire-éclair, dans une situation assez difficile. Ils peuvent être amenés à multiplier les agressions au Nord du fleuve Litani, et accroître ainsi les risques d'affrontement directs avec les troupes syriennes de la «force de dissuasion», ce qui donnerait une dimension nouvelle au conflit actuel. Selon certaines informations, Damas aurait accepté que l'Irak fasse transiter par le territoire syrien des transports d'armes pour le front.

Les sionistes qui semblent se préparer à une installation prolongée en nombre de points du Sud Liban, s'attendent à un développement de la guérilla dans le secteur qu'ils occupent.

C'est sans doute ce qui les conduit à se déclarer favorables, avec les Etats-Unis et la Grande-Bretagne à une installation de casques bleus de l'ONU qui sous couvert d'«arbitrage international», aurait pour but d'isoler les forces de la Résistance qui se trouvent au Liban, de la Palestine occupée. Cette position sera sans doute défendue à la réunion du Conseil de Sécurité réclamée par le gouvernement libanais et Israël. L'URSS, dit-on, y serait favorable. Mais la Résistance Palestinienne, déterminée à poursuivre sa lutte, rejette par avance l'institution de ce «cordon sanitaire».

Déclarations à propos de l'agression sioniste

«L'Union interparlementaire africaine a condamné la grave attaque déclenchée par Israël contre le Sud-Liban en vue d'exterminer le peuple palestinien». Elle demande le retrait total des troupes sionistes. La conférence de l'Union interparlementaire africaine a renouvelé son soutien au peuple palestinien représenté par l'OLP dans sa lutte pour la récupération de tous les territoires occupés.

«Déclaration d'Hassan II, dont on sait le rôle qu'il a joué dans l'engagement des tractions Sadate-Begin : «Quelque profonds que puissent être les effets de l'opération menée à Tel Aviv, ils ne sauraient justifier la nature et l'ampleur de l'opération effectuée aujourd'hui contre le Liban.»

«Pour le maréchal Tito, chef d'Etat yougoslave, «il s'agit d'une atteinte des plus brutales portée à la souveraineté et à l'intégrité d'un pays indépendant et non aligné et d'une violation des principes de la charte de l'ONU et du droit internationaux.»

Italie : l'union sacrée

Pour tenter de dévoyer les aspirations des travailleurs

Après l'enlèvement d'Aldo Moro, c'est très rapidement que le nouveau gouvernement Andreotti a été investi, avec une majorité parlementaire comprenant le PCI, alors que la mise au point de cette nouvelle majorité avait demandé des semaines de difficiles tractations.

En effet l'attentat commis le jour même de la formation du nouveau gouvernement loin de remettre en cause les accords du PCI et de la DC, a eu pour conséquence la réalisation d'une atmosphère d'«Union sacrée» propre à faire accepter un nouveau pas vers le compromis historique. Toute la propagande faite actuellement en Italie autour de la «faiblesse de l'Etat» tend à mettre à l'ordre du jour la participa-

tion de ministres du PCI au gouvernement.

La grève et les manifestations décidées par les directions syndicales allaient dans le même sens. Se servant des sentiments des travailleurs qui condamnent les actions provocatrices des «Brigades rouges», les révisionnistes ont voulu mobiliser sur le thème du soutien à l'«Etat démocratique» et de la lutte contre le terrorisme. Lama, le Séguy italien, qui a par ailleurs, lancé de nombreux appels à l'austérité, n'avait-il pas déclaré il y a une semaine : «La lutte contre le terrorisme est la tâche principale de la classe ouvrière» ? Cela alors que le gouvernement prépare, avec le soutien du PCI un nouveau plan d'austérité et de restructuration. A l'intérieur même

Samedi, les opérations de contrôle et de fouilles massives continuaient, à Rome, la police estimant que le commando n'avait pas quitté la capitale. Une dizaine de suspects ont été arrêtés. Selon certaines informations, les Brigades Rouges auraient menacé d'exécuter Moro samedi à 11 heures.

de ces manifestations les directions syndicales ont eu des problèmes : les travailleurs, voyant que les patrons avaient fermé leurs entreprises pour les envoyer manifester, se posaient des questions sur le rôle de masse de manoeuvre qu'on voulait leur faire jouer. Certains se sont opposés à défilé «unitaire» derrière le drapeau blanc de la démocratie chrétienne.

Toujours est-il que l'enlèvement de Moro peut servir doublement le PCI : par rapport à la bourgeoisie en lui permettant de se poser comme meilleur dé-

fenseur de l'ordre et de réclamer davantage de responsabilités (des ministères) : face aux travailleurs pour tenter de détourner de leurs revendications contre la politique d'austérité qu'il soutient. Dans cette mesure la thèse des révisionnistes italiens reproduite par l'«Humanité» et selon laquelle : «Les agresseurs sont des éléments manipulés par les services américains de la CIA dans le but de favoriser, à Rome, la formation d'un gouvernement excluant toute participation communiste» n'est pas évidente.



Entière responsabilité des compagnies pétrolières

«Pourquoi les bateaux passent-ils si près des côtes, malgré les demandes répétées des populations et les accidents qui se produisent régulièrement ?»

C'est la question que tout le monde est appelé à se poser en pareilles et dramatiques circonstances. Le pétrolier était tombé en panne de gouvernail depuis hier midi, au large d'Ouessant où il avait été remorqué par un remorqueur allemand, le «Pacific» qui est basé à Brest, un remorqueur de haute mer relativement puissant à cause de la grosse mer. Le remorqueur aurait cassé trois fois sa remorque. La troisième fois, il n'a pu rattracher le pétrolier qui s'est mis à dériver et est venu s'échouer sur la côte. Au large du Portsall, passe la route maritime montante et descendante

entre le Nord et toutes les raffineries du Havre, de Dunkerque, d'Amsterdam, de Rotterdam. Si les pétroliers, au lieu de passer à trois milles de la côte d'Ouessant où ils sont à la merci de la première avarie, passaient beaucoup plus au large pour rentrer dans la Manche, les dangers seraient évidemment moindres. Mais les compagnies qui affrètent les pétroliers pensent avant tout à la rentabilité de leurs opérations plutôt qu'à la sécurité de la population : il leur faut dans cette optique achever le plus de pétrole possible (donc dans des pétroliers énormes), le plus vite possible, c'est-à-dire sans attendre que la tempête se calme, en passant trop près des côtes pour gagner du temps : plus elles gagnent de temps, plus le même tanker pourra assurer de livraisons

pendant la même période... «Pourquoi se diriger au Havre par un temps pareil ? Le pétrolier aurait dû, c'est évident, faire route sur Brest ! D'autant qu'il n'y avait qu'un seul remorqueur ! Rendez-vous compte que dans le port de Brest, il n'y a plus qu'un seul remorqueur, et il est allemand ! Alors qu'il en aurait fallu plusieurs.» Ce pêcheur de Portsall laisse exploser sa révolte : «Avec le temps qu'il faisait, il aurait mieux fait de rester sur place : c'était possible car il était doté d'un moteur avant et arrière. Pourquoi avoir voulu s'aventurer dans un passage dangereux, par un temps pareil ? Pourquoi vouloir toujours gagner du temps en se foutant du reste ?»

La pollution pétrolière selon l'Organisation Consultative Maritime Inter-gouvernementale (rattachée à l'ONU) a été estimée en 77 à 2 millions de tonnes par an, dont : — 180 000 tonnes par accident — 600 000 tonnes par sauvetage et vidage — 240 000 tonnes par rejet en installations portuaires.

● Mardi soir se tenait avec succès à Paris un meeting unitaire des marxistes-léninistes à l'appel du PCMLF et du PCR ml pour annoncer la position des marxistes-léninistes au second tour, tirer un premier bilan de la campagne électorale et tracer les perspectives pour le troisième tour, celui des luttes.

Max Cluzot secrétaire général du PCR ml, après avoir restitué les résultats du 1^{er} tour dans la situation de crise permanente des rapports entre les partis bourgeois, souligna le lien qui unit la tâche de construction de l'UOPDP et la progression de l'unité des marxistes-léninistes. Jacques Jurquet, directeur politique de l'Humanité Rouge, dressant un tableau du danger de guerre que fait courir la rivalité des deux super puissances, se félicita dans la suite de son intervention des succès dans le développement de l'UOPDP et du travail en commun des militants du PCR ml et du PCMLF.

Nous publions ici des extraits de ces deux interventions.



Intervention de Max Cluzot (extraits)

(...) Dans ces conditions, il nous faut apprécier justement les résultats de notre propre campagne, avant de définir nos perspectives.

Des candidats soutenus par nos deux partis se sont présentés dans un peu moins de 120 circonscriptions, soit à peu près le quart du pays. Ils ont obtenu les voix de 28 000 travailleurs. Bien sûr, ce n'est pas un score miraculeux ; il n'y a pas eu, vous vous en doutez, de raz-de-marée électoral en notre faveur.

Mais tout de même, ce résultat n'a rien d'humiliant. Projeté au plan du pays, on peut valablement l'interpréter en indiquant que ce seraient plus de 100 000 travailleurs qui auraient voté pour nos camarades, s'ils avaient été partout présents. 100 000 voix, voilà ce que nous mesurons aujourd'hui à la toise électorale qui est, vous le savez bien, la plus truquée de toutes.

En effet, on ne remarque presque jamais de différence sensible entre les endroits où nous nous sommes présentés en disposant d'une bonne implantation militante et les endroits où nous avons mené campagne sans implantation préalable et avec des forces extrêmement réduites. A une certaine échelle, il n'y a pas de correspondance entre le travail de masse développé et les scores électoraux. Cela a pu nous surprendre, mais c'est parfaitement exact.

Alors, apprécions ce qu'a indiqué ce baromètre fantaisiste, d'une approximation douteuse, que représentent les élections.

28 000 travailleurs, dans le quart du pays, ont fait le choix de voter UOPDP. Ce n'est pas si mal, camarades, si nous remarquons en même temps que :

- c'est la première fois que nous nous présentons aux élections, alors que nous avions, les uns et les autres, préconisé l'abstention au cours de toutes les élections précédentes. Les autres candidats d'extrême gauche en sont au moins à leur cinquième candidature ; nous ne sommes pas encore très connus, mais nous avons commencé à nous faire connaître, et y compris par ce moyen.

- notre campagne a été courte, extrêmement courte, guère plus d'un mois. Il a fallu simultanément formé nos comités de l'Union Ouvrière et Paysanne, et faire connaître et nos camarades candidats, et la plate-forme de notre rassemblement, bien nous entendre entre nous et travailler avec des nouveaux militants au développement de notre union. Nous n'avons pas chômé, mais le temps passe vite. Mais avant tout, notre campagne a été claire, extrêmement claire. Nous n'avons pas cherché à rassembler des votes sur des bases faciles, nous n'avons pas dissimulé nos positions politiques et nous n'avons pas renoncé à aller, sur des questions importantes, à contre-courant.

Qui d'autre que nous a parlé, au cours de ces élections, de la réalité de la situation internationale ? Qui a, ne

serait-ce qu'évoqué, les risques de guerre qui menacent notre peuple ? Qui a dit la vérité sur les dangers représentés par les deux superpuissances ?

Qui a clairement exprimé l'identité profonde de nature de classe entre les projets de la droite et les projets de la gauche ?

Qui n'a fait preuve d'aucun souci de conciliation avec les partis bourgeois de gauche, sinon nous, et avec nous, les écologistes courageux, eux aussi relativement pénalisés par cette fermeté nécessaire.

C'est pourquoi, camarades, dans cette campagne à l'américaine dans laquelle le rôle prépondérant a été rempli par les moyens modernes d'information, par la radio, la télévision et la grande presse, nous n'avons guère été privilégiés. Bien au contraire. Songez que pour développer nos positions, nous avons disposé en tout et pour tout de sept minutes de télévision, en début de campagne, alors que c'était la première fois que nous apparaissions sur les grandes chaînes quand d'autres, à l'occasion des présidentielles notamment, avaient pu largement se manifester, et surtout quand les partis bourgeois monopolisaient la quasi-totalité des émissions. Songez que notre combat a été pratiquement dissimulé par la grande presse, quand il n'était pas purement et simplement travesti, dénaturé.

Aussi, les travailleurs qui ont voté pour nous l'ont-ils fait en connaissance de cause. Dans cette consultation pseudo-démocratique, au cours de laquelle, comme à l'accoutumée, les questions politiques fondamentales n'ont fait l'objet d'aucun véritable débat, dans cette campagne truquée, subtilement truquée, marquée par le vedettariat de quelques politiciens et la passivité de tous, réduits au rôle de spectateurs, comment les révolutionnaires prolétaires pourraient-ils trouver leur véritable place ? Nous avons commencé à faire pratiquement l'expérience, et à faire faire cette expérience aux travailleurs, du caractère fallacieux, trompeur et fausement démocratique des élections bourgeoises ; nous sommes passés du stade de la dénonciation de principe de l'électoratisme au stade de la démonstration concrète, en participant nous-mêmes à ces élections, et c'est une bonne chose.

Aussi n'y a-t-il nulle comparaison possible entre ceux qui disent clairement la vérité aux travailleurs, ceux qui leur disent que les élections ne résoudront rien et qu'il faut se préparer à la lutte, ceux qui les appellent à s'organiser et à ne rien attendre des élections, et ceux qui les endorment de promesses pour mieux les exploiter et les sciemment, les élections finies. Il n'y a guère de comparaison possible non plus avec ceux qui sont devenus la caution de gauche de ce système de manipulation de masse et qui en épousent les règles, ces vedettes sympathiques de télévision, au discours contestataire anodin, présentes

Secrétaire général du PCRml

chaque fois que la bourgeoisie organise ses élections et absentes le reste du temps sur le terrain des luttes, ces opposants irréductibles du premier tour qui se ramollissent entre les deux et fléchissent tout à fait le dimanche suivant.

Si l'on prend en compte tout cela, non camarades, nous n'avons pas fait une si mauvaise campagne et il y a plutôt lieu de se réjouir de ce que notre voix ait été entendue par-delà le cercle de ceux que nous rassemblons plus largement, bien plus largement, que les lecteurs de notre presse, les travailleurs que nous connaissons et qui ont lutté avec nous. Ces 28 000 voix recueillies ne pèsent pas lourd dans les urnes de la bourgeoisie, mais ces votes sans aucune ambiguïté, ces claires prises de position doivent être mobilisées sans délai pour renforcer notre combat commun. Ce potentiel de 100 000 travailleurs dans le pays n'est-il pas un rassurant point de départ. (...)

Et puis, il faut à présent, pour renforcer la voix des marxistes-léninistes, la rendre une. N'est-ce pas un des principaux acquis de cette campagne que d'avoir favorisé le rapprochement des marxistes-léninistes entre eux ? Quelques semaines ont plus fait pour l'unification que les mois qui ont précédé ; une à une, les contradictions qui apparaissent ont pu être réglées ; l'accord sur les buts de la campagne réalisé, une action véritablement commune et prolongée a pu être menée. Les préjugés réciproques ont sérieusement été ébranlés, les différences cernées de près et réduites à leur juste proportion font déjà l'objet de discussions positives. Tant les exigences présentes de la lutte de classe, que le bilan positif du travail commun engagé appellent l'unification des marxistes-léninistes, et nous le disons solennellement ici ce soir, nous ferons tout, pour notre part, afin que cette année ne s'achève sans voir réalisée l'unification de nos deux partis.

Alors camarades, on entendra davantage la voix des marxistes-léninistes. Alors, de nombreux travailleurs, hésitants jusque-là, nous rejoindront, alors, la réunion de nos forces et l'apport de celles qui se joindront à elles donneront aussi une autre physionomie à notre pratique militante. Ces efforts que nous faisons trop souvent en double lorsque nous disons les uns et les autres presque la même chose, nous les ferons mieux, ces expériences que nous avons acquises les uns et les autres, nous les mettrons en commun.

Comment ne pas voir s'esquisser déjà notre réunion proche au sein d'un même parti dans la bataille commune que nous avons commencé à mener ? Aussi nous sommes-nous vivement réjouis de la décision du Bureau politique du PCMLF de poursuivre l'initiative conjointe de création de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne, car nous sommes persuadés de la sorte que notre lutte commune va se renforcer et

(...) Et si la gauche passe, ce qui n'est pas impossible non plus, alors il nous reviendra de prendre l'initiative de l'opposition révolutionnaire au gouvernement de gauche, de refuser toute logique d'austérité comme tout chantage au consensus. Il nous faudra

favoriser de façon décisive le processus d'unification.

En avant pour l'unification des marxistes-léninistes !

Eh bien, camarades, puisque nous sommes tous d'accord pour soutenir l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne après le 19 mars prochain, il est clair qu'elle continuera et que, non seulement elle continuera, mais elle se développera. C'est une bonne, c'est une excellente chose.

Développer sur la base des premiers acquis notre Union est plus que jamais nécessaire, car quelle que soit la coalition victorieuse, les tâches ne nous manqueront pas. Les lendemains des élections ne seront pas à l'évidence des lendemains sans voix, sans luttes et sans mouvements. Bien sûr, l'aggravation de la crise politique de la bourgeoisie n'est pas telle encore qu'elle doive se transformer rapidement en crise révolutionnaire. Ce qui fait encore largement défaut, c'est la claire volonté révolutionnaire des masses. Ce qui pèse extrêmement lourd, c'est le poids du révisionnisme, mais entre l'explosion d'une crise révolutionnaire et le calme à peu près plat de ces longs derniers mois pré-électoraux, il y a place pour de forts mouvements de lutte de la classe ouvrière et du peuple, au sein desquels s'engage avec de plus en plus de force et de netteté la lutte entre la voie révolutionnaire, dont les marxistes-léninistes représentent l'élément le plus conséquent, et la voie réformiste et révisionniste.

Si, comme il est possible, on l'a vu, la droite reste aux affaires, elle poursuivra immanquablement la politique d'austérité, de chômage et de répression qui est la seule qu'elle connaisse. Mais alors, comment les travailleurs entendraient-ils plus longtemps les appels à la fausse raison électorale que lancent depuis 4 ans les partis bourgeois de gauche, PS et PC ? D'ailleurs, pour escamoter leur défaite, ceux-ci, et particulièrement le PCF, ne seront-ils pas tentés de changer d'attitude ? Ne vont-ils pas plutôt chercher à canaliser à leur profit les mouvements de lutte de la classe ouvrière et, pour autant qu'ils espèrent le contrôler, les encourager même dans certains cas ? Nous connaissons bien ce type de situation et, particulièrement actifs dans ces luttes, nous nous efforçons de leur donner, contre le gré des révisionnistes, l'ampleur nécessaire pour faire reculer la bourgeoisie sur le seul terrain, où ce soit possible, le terrain de la lutte de classe (...).

Et si la gauche passe, ce qui n'est pas impossible non plus, alors il nous reviendra de prendre l'initiative de l'opposition révolutionnaire au gouvernement de gauche, de refuser toute logique d'austérité comme tout chantage au consensus. Il nous faudra

(...) Et si la gauche passe, ce qui n'est pas impossible non plus, alors il nous reviendra de prendre l'initiative de l'opposition révolutionnaire au gouvernement de gauche, de refuser toute logique d'austérité comme tout chantage au consensus. Il nous faudra

● Ni bourgeoisie de droite, ni bourgeoisie de gauche ! ● En avant pour développer l'UOPDP ! ● En avant pour l'unification des marxistes-léninistes !

Intervention de Jacques Jurquet (extraits)

Travailleurs, travailleuses, Chers amis, chers camarades, Français et de toutes nationalités !

Est-ce que lundi matin, tandis que les élus de droite, ou éventuellement de gauche, clameront leur victoire pour avoir obtenu le plus grand nombre de sièges de députés, les ouvriers menacés par des licenciements, ou déjà chômeurs, connaîtront de nouvelles conditions d'existence ? Est-ce qu'au cours des jours et des semaines qui suivront, leur droit au travail sera assuré ? Est-ce que leur pouvoir d'achat sera amélioré ? Est-ce que les travailleurs immigrés connaîtront un sort meilleur que celui des ignobles mesures Stoléru et du racisme ? Est-ce que l'idéologie de supériorité et d'oppression envers les femmes disparaîtra ? Est-ce que les vieillards entassés dans les hôpitaux comme dans des morgues pour vivants verront modifiés leur traitement actuel ? Est-ce que les handicapés bénéficieront de mesures nouvelles et favorables ? Est-ce que les jeunes pourront enfin s'acheminer vers des perspectives de vie différente de celles qu'ils subissent actuellement ?

Non. Quels que soient les résultats du second tour de scrutin des élections législatives en cours, rien ne sera valablement et durablement changé, parce que subsistera le capitalisme, système d'exploitation, d'oppression et de répression et parce que la crise inhérente à ce système ne sera absolument ni stoppée ni réduite par le recours aux élections.

Seul un changement de régime économique et politique permettrait de surmonter la crise, en supprimant radicalement les structures qui l'engendrent. Quels que soient les résultats dimanche soir, une constatation s'imposera. A la crise économique, financière, monétaire, sociale, la crise politique ouverte depuis déjà longtemps ajoutera l'exacerbation, l'aggravation des rivalités entre politiciens des partis traditionnels de la bourgeoisie, des partis de droite, du centre et de la fausse gauche.

La majorité parlementaire bourgeoise, quelle que soit la place dans l'hémicycle à droite ou à gauche, n'aura qu'une très faible avance sur l'opposition tout aussi bourgeoise. Il en résultera une instabilité plus grande qu'auparavant. La bourgeoisie connaîtra dans ces conditions de plus grandes difficultés pour gouverner.

Eh bien, tant mieux ! Parce que dans ces circonstances, les possibilités offertes aux luttes des travailleurs seront meilleures. Oui, quels que soient les résultats de ces élections législatives, préparons-nous donc à des luttes de classe, à des actions de masse passant à un niveau supérieur ! Agissons pour entraîner les masses contre le 3^e plan Barre ou contre le premier plan Rocard, ce son des plans jumeaux, qui n'apporteront aux travailleurs, l'un comme l'autre que misère, chômage, cadences épuisantes, exploitation éhontée, accidents du travail, blessures et même assassinats pour le plus grand profit du patronat, des capitalistes et du pouvoir d'Etat qui n'est autre que le plus grand exploitateur capitaliste monopoliste.

Ce sont là des réalités, des certitudes, des perspectives qui justifient pleinement que nous incitions les ouvriers, les petits paysans, tous les travailleurs des villes et des campagnes à refuser catégoriquement

leurs suffrages aux politiciens de droite comme de gauche.

Et si, abusé par les illusions des dirigeants du Parti socialiste ou du Parti révisionniste, quelque camarade de travail ou ami nous déclare : « Vous faites le jeu de la droite », alors répondez-lui comme l'a déjà si bien expliqué le camarade Max Cluzot : « Ceux qui, depuis des années, ont fait, font et continueront à faire le jeu de la bourgeoisie de capitaliste exploiteuse, ce sont les politiciens prétendus socialistes, mais véritables gérants loyaux des intérêts de classe du capitalisme, ou les politiciens prétendus communistes, qui aspirent à gérer pour leur propre compte l'Etat, les administrations et les secteurs nationalisés de notre pays.

Dimanche, amis et camarades, abstenez-vous ou votez nul, suivant votre convenance, mais refusez sans hésitation le moindre soutien aux candidats de la fausse gauche comme aux candidats de la véritable droite ! (...)

(...) Dans les conditions politiques actuelles, comment les marxistes-léninistes doivent-ils poursuivre leurs activités ?

Ils doivent tout mettre en œuvre pour faire pénétrer leurs idées dans la classe ouvrière et parmi les plus larges masses populaires. Dans ce but ils doivent rejeter délibérément tout comportement de caractère gauchiste. Le gauchisme consiste à ne pas tenir compte des réalités d'une situation donnée, et à se placer dix pas en avant des masses. Il aboutit à isoler ceux qui en sont porteurs, des couches les plus avancées de la classe ouvrière et du peuple.

En militant activement dans les syndicats, en participant aux élections, en adoptant des attitudes non sectaires vis-à-vis des travailleurs encore trompés par le réformisme et le révisionnisme, en agissant pour l'unification de toutes les forces se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsetoung, le Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste et le Parti Communiste marxiste-léniniste de France ont fait preuve d'une réelle maturité idéologique et politique. Les conditions existent maintenant pour que leurs développements respectifs débouchent sur des actions communes et sur de nouveaux succès d'une portée historique considérable.

A l'occasion de la bataille politique des élections législatives, ces deux partis ont agi de concert pour favoriser la naissance et l'essor de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne. Ils ont de la sorte mis en place les bases d'un mouvement de masse, qui a permis à des travailleurs sans parti de participer aux luttes contre les partis de droite et de gauche. L'UOPDP fournit l'expérience concrète d'une pratique destinée à gagner les masses et à agir avec elles. En ce sens, le bilan de son activité pendant les élections législatives mérite d'être dressé par le jeu d'un débat démocratique le plus large possible, dans les comités locaux comme dans le Comité National d'Initiative, et ce bilan permettra sans nul doute d'améliorer efficacement la conception initiale et l'activité ultérieure de l'Union.

Mais réduire le développement de l'UOPDP à sa seule activité de masse, comporterait une omission d'importance. Soutenue dans l'unité par les deux partis marxistes-léninistes, l'UOPDP a permis à leurs militants respectifs de se rencontrer dans l'action, de se connaître, de se découvrir, et ce qui n'est pas le moindre,

Directeur politique de l'Humanité Rouge

de se respecter. En un peu plus d'un mois, les progrès de l'unification des marxistes-léninistes ont été plus décisifs qu'au cours de deux années.

A cet égard, qu'il nous soit permis de souligner que la présence et la participation commune à ce meeting des militants et dirigeants du PCR ml et du PCMLF constituent un événement qui ne saurait demeurer sans lendemain.

Camarades ! Les conditions existent désormais plus que jamais pour que nous nous retrouvions tous ensemble le plus rapidement possible dans un seul Parti marxiste-léniniste. Et nous savons que la dynamique de l'unité ainsi mise en marche sera d'une telle force que ce Parti marxiste-léniniste pourra s'ouvrir à de nombreux autres militants, déjà organisés ou non, qui attendent avec impatience sa réalisation.

L'existence en France d'un seul Parti authentique se réclamant des principes du marxisme, du léninisme et de la pensée-maotsetoung est une nécessité historique depuis la dégénérescence irréversible du Parti communiste français sous la baguette du révisionnisme moderne.

Agissons avec le plus profond désir d'unité, agissons avec confiance, franchise et loyauté les uns vis-à-vis des autres, agissons en sachant distinguer ce qui est principal et ce qui n'est que secondaire, agissons pour que bientôt tous ensemble nous puissions clamer notre joie, notre enthousiasme de disposer pour mener les luttes de classes et les luttes révolutionnaires de l'arme principale, indispensable aux travailleurs : agissons pour qu'ensemble bientôt nous puissions acclamer notre Parti commun, le Parti marxiste léniniste héritier des traditions révolutionnaires de la Commune de Paris et de la Résistance en France comme de la Révolution d'Octobre et de la Grande Révolution chinoise sur le plan international !

Vive notre Parti marxiste-léniniste !

Amis et camarades, une dernière révélation qui ne sera sans doute qu'une confirmation pour la plupart d'entre vous.

Savez-vous qui aura remporté les succès les plus importants dans la bataille politique des élections législatives ?

La bourgeoisie de droite ? Nullement.

La bourgeoisie de gauche ? Nullement.

Les révisionnistes ? Encore moins.

Devant l'histoire de notre pays en plein développement, les véritables vainqueurs sont d'ores et déjà ceux qui ont su profiter de cette bataille pour s'engager de toutes leurs forces au service des intérêts de classe des travailleurs, ceux qui ont su impulser la naissance de plusieurs dizaines de comités locaux de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne, ceux qui se sont engagés résolument vers leur unification idéologique, politique et organisationnelle, ceux qui ont créé de nouveaux moyens pour soutenir les luttes de demain, ce sont les marxistes-léninistes.

Vive l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne !

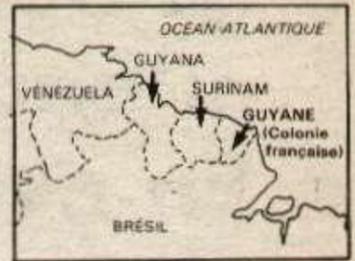
Vive l'unité du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste et du Parti Communiste marxiste léniniste de France !

Vive le Parti marxiste-léniniste de demain, force politique authentiquement ouvrière et populaire qui conduira le combat contre la bourgeoisie capitaliste française et contre les entreprises des deux superpuissances, pour la paix, pour l'indépendance nationale de notre peuple, pour la révolution socialiste !

Les colonies françaises à l'heure des élections (3)

GUYANE : LE PLAN D'INVASION

Par Yomna EL KHALIL



«Noyer» le peuple guyanais en organisant dans son pays l'immigration massive de populations étrangères.

Au moment où 10 000 Français arrivent au pays, le BUMIDOM, organisme officiel chargé d'expatrier les peuples des colonies vers la France, pour qu'ils fournissent une main d'œuvre à bon marché, organise le départ de près de 1 000 jeunes Guyanais vers la France. Les limites du nombre de volontaires français par rapport aux objectifs du «plan vert» amènent le gouvernement français à relancer l'idée de l'invasion par les Méos et Hmongs, populations d'Indochine, qui ont servi successivement dans l'armée française, et dans l'armée américaine. Le but est d'installer des gens liés au colonialisme et obligés en même temps d'accepter toutes les conditions.

LE MAYOURI CONTRE LE PLAN VERT

Une forte mobilisation va être menée contre le «Plan vert» et son caractère d'invasion. Un Mayouri (rassemblement général pour lutter contre le plan, pour une période précise) a été ainsi organisé durant l'été dernier. En août 77, a eu lieu la plus grande manifestation depuis 1962. Cette mobilisation a obligé le gouvernement français à retarder un peu la mise en œuvre de son plan, prévue pour juin, et finalement commencée en septembre. Elle a obligé aussi Paris à limiter l'invasion de la Guyane : il était prévu en effet l'arrivée de 40 000 Méos (pour 60 000 guyanais) mais, selon les chiffres officiels, seuls 503 Néos sont arrivés. Il n'est pas possible de contrôler la véracité des chiffres avancés par les autorités dans la mesure où les Méos, dès leur arrivée en Guyane sont immédiatement chargés dans des ca-

mions sur la piste de l'aéroport.

Mais, une dangereuse campagne est actuellement menée qui cherche notamment à culpabiliser le peuple guyanais pour le faire revenir sur son refus de l'invasion savamment orchestrée par le colonialisme. Grâce au Président du Conseil Général, Ho-A-Chuck, qui a offert le territoire de sa commune aux Méos, la campagne prend un visage prétendument «humanitaire», avec la participation du clergé qui est le plus grand propriétaire terrien en Guyane. Tous ces loyaux serviteurs du système colonial participent au plan d'invasion. Chez les maires, leur assemblée s'était d'abord prononcée contre l'invasion, mais un courant se dessine actuellement, qui veut «étudier»

ASSIMILATIONISTES ET INDÉPENDANTISTES

Par rapport à la mobilisation

générale contre le «Plan vert», le PSG (Parti Socialiste Guyanais) a été long à se prononcer. Le responsable de ce parti, lié à la «gauche» en France, Héder, est sénateur et fait partie du groupe parlementaire du PS au Palais du Luxembourg. Alors que les premiers à se mobiliser contre le plan ont été ceux qui refusent l'assimilation, ceux qui se sont prononcés pour l'indépendance nationale, le PSG, lui, s'est trouvé dans une situation critique. Il ne veut pas porter la responsabilité de l'échec du «Plan vert», car il estime que son aspect économique peut «profiter à la Guyane» mais, en même temps, devant l'ampleur de la mobilisation générale il se prononce contre, pour tenter de récupérer le mouvement d'opposition.

Pour les élections de mars, les seules organisations qui se sont prononcées pour l'abstention révolutionnaire, sont le Mogyude

(Mouvement Guyanais de décolonisation) et le FNLG (Fo Nou Libéré la Guyane). Par contre point négatif, l'UTG (qui représente 95 % des travailleurs guyanais) a proposé de voter pour le candidat du PSG. Il semble qu'un courant dans l'U.T.G., proche de la CGT française, ait poussé la centrale syndicale dans ce sens. Pourtant, celle-ci se prononce pour l'indépendance nationale, position contraire à celle des révisionnistes français. Quant aux autres candidats, représentants de la «Majorité» avec les mots «progrès» et «développement» à la bouche, ils soutiennent le «Plan vert» mais, les Guyanais les connaissent très peu et savent que les candidats qui sont généralement parachutés, ont tôt fait d'«oublier» à Paris la Guyane et ses problèmes, lorsqu'ils sont élus.

Habituellement, le taux d'abstention atteint 55 %

La France après mars 78

Les superpuissances et leurs moyens de pression (6)

«L'alternative à l'Est»

Dans le cas d'un gouvernement de gauche, le PCF, au sein de celui-ci, hériterait d'une situation présentant de nombreux obstacles à la mise en œuvre de son projet : les États-Unis et leurs alliés européens, notamment la RFA, disposent au cœur de l'économie française de moyens de pression redoutables pour empêcher toute réorientation de l'impérialisme français qui leur soit défavorable. Ces moyens de pression peuvent servir de point d'appui aux forces de la bourgeoisie qui, en France, sont hostiles au projet de capitalisme d'État du PCF, tant les alliés éventuels du PCF au gouvernement, les socialistes, que ses adversaires de la droite. Aussi, le PCF au pouvoir chercherait nécessairement à se soustraire — au moins partiellement — à l'interdépendance existante.

DU CÔTÉ DE L'URSS

Le projet du PCF n'a rien à voir avec le socialisme. À l'intérieur il s'agit de renforcer le capitalisme, à l'extérieur il s'agit de donner à l'impérialisme français des moyens accrus pour s'assurer une place importante sur le marché mondial. L'«internationalisation» de l'économie française et le type de dépendance qui en découle est la situation normale des impérialismes secondaires. Aussi, le PCF ne pourrait s'y soustraire. Il lui faudrait donc la modifier. Une diversification des échanges ne peut à elle seule suffire — même en l'absence de la guerre commerciale que l'Allemagne, par exemple, pourrait déclencher pour l'empêcher : la place de l'impérialisme français parmi les pays occidentaux reflète des faiblesses intrinsèques, dans des domaines économiques majeurs comme la chimie, ainsi qu'au niveau technologique. Pour pallier ce handicap, le PCF envisage délibérément un développement des relations avec les pays de l'Est, qui disposent (dans certaines limites) de moyens comparables à ceux de l'Ouest. Plus profondément, le PCF se tournerait vers l'Est car à ses yeux, l'URSS peut constituer un contre-poids aux pressions de l'Ouest. C'est dans l'ombre de l'URSS que le PCF espère pouvoir assurer une place importante à l'impérialisme français ainsi qu'il le dit dans son ouvrage *L'impérialisme français aujourd'hui* : «L'Etat précaire des relations avec les pays socialistes (c.a.d. l'URSS et les pays révisionnistes, NDRL) est l'aboutissement d'une politique à courte vue, en opposition complète avec les intérêts bien compris de la France, une politique qui porte atteinte à son prestige et l'empêche de jouer le rôle qui devrait être le sien en Europe et dans le monde» (P. 4) Cela est bien loin des soucis d'indépendance dont il se prévaut ainsi que nous le verrons dans un prochain article.

LA SITUATION ACTUELLE DANS LES RAPPORTS ÉCONOMIQUES A L'EST

Examinons auparavant les limites dans lesquelles se situe la possibilité de trouver une «alternative à l'Est». L'ensemble du commerce français avec les pays de l'Est représentait 5,6% des exportations et 3,4% des importations en 1976 contre 50,7% et 49,7% pour la

CEE. Le volume du commerce avec l'Est est donc bien loin de suffire à lui seul aux besoins qui sont ceux de l'impérialisme français. Mais en outre, les structures du commerce sont loin d'être adaptées. Les produits finis représentaient 56,3%, les demi-produits 26,2% des exportations vers l'Est. Les importations en provenance de l'Est étaient constituées d'énergie et de matières premières à 48,5% et de demi-produits à 20,7%, alors que globalement les biens d'équipement représentant 21% des importations, les demi-produits 16,3%. Enfin, si l'URSS a pu fournir ponctuellement des gros équipements comme la presse d'Issoire, et pénétrer le marché français des produits chimiques ou de la cellulose, cela ne signifie pas qu'elle puisse satisfaire les besoins en produits semi-finis et biens d'équipements que la France trouve actuellement sur les marchés d'Europe occidentale.

Dans les échanges avec les pays de l'Est, l'URSS joue un rôle déterminant. D'abord parce qu'elle constitue la première puissance économique en direction du C.A.E.M. (ensemble économique des pays révisionnistes) et fournit 45,9% des importations qui en proviennent. La Pologne pour sa part représente 27,5% des exportations et 21,6% des importations dans le commerce avec le C.A.E.M. Ensuite parce que le commerce avec les pays de l'Est, c'est le commerce avec le C.A.E.M., où l'URSS impose une «intégration socialiste» qui vise à régir sous l'égide de l'URSS une part sans cesse croissante de l'économie des pays de l'Est. Contrairement à ce qui a été souvent dit, l'ouverture de l'URSS en direction du commerce occidental n'a pas représenté uniquement une insertion de l'URSS dans la division du travail existante, où l'URSS occuperait une place très délimitée. Appuyée sur la coordination des économies, instaurée en 1971, cette ouverture a permis à l'URSS d'amorcer une bataille des marchés pour s'imposer face aux autres impérialismes.

Cette politique de superpuissance impérialiste a conduit l'URSS à développer ses relations économiques avec l'impérialisme français en profitant des tentatives gaullistes de se dégager de l'emprise américaine. Il en est résulté un réseau d'accords relativement dense — accords commerciaux, mais aussi accords scientifiques dans le domaine du nucléaire et de l'espace, échange de procédés techniques comme ce fut le cas en juin 1977 lorsque l'URSS et la France échangèrent les plans de leurs surrégénérateurs respectifs. Bien que le volume du commerce soit faible et la structure inadaptée, ces accords peuvent constituer un cadre pour une extension des relations économiques.

L'ouverture à l'Est cependant ne peut permettre de trouver ni en quantité, ni en types de produits, immédiatement ce qui serait nécessaire à l'impérialisme français. Si la possibilité cependant peut exister dans une certaine mesure de les trouver, reste à savoir de quel prix cela serait payé ! C'est ce que nous verrons dans le prochain article.

Grégoire CARRAT

URSS

Déchu par Brejnev de sa citoyenneté, le violoncelliste Rostropovitch lance un appel à l'opinion internationale. Il demande un procès public en URSS.

USA

Carter continue à suspendre l'application de la réquisition des mineurs en grève dans l'espoir de faire aboutir, sous la menace, de nouvelles négociations.

PAKISTAN

Alli Bhutto, ancien premier ministre est menacé d'une condamnation à mort par le gouvernement militaire pakistanais.

ZIMBABWE

La semaine dernière le conseil de Sécurité de l'ONU a nettement condamné le «régime interne» mis sur pied par le raciste Ian Smith. Sur la base d'une résolution présentée par les non-alignés, le Conseil dénonce «toutes tentatives et manœuvres du régime illégal visant à maintenir au pouvoir une minorité raciste» et demande à la Grande Bretagne de prendre ses responsabilités. Les représentants des gouvernements occidentaux (USA, RFA, Grande Bretagne, France) se sont abstenus.

Communiqué

Deux ans après le coup d'Etat militaire du 24 mars 1976 en Argentine, après le massacre d'au moins 60 prisonniers politiques dans la prison de Villa Devoto, la junte du Général Videla intensifie la répression à l'ombre de la Coupe du Monde de Football

**CONTRE LA RÉPRESSION EN ARGENTINE
SOLIDARITÉ AVEC LA LUTTE
DU PEUPLE ARGENTIN**

**RASSEMBLEMENT DEVANT L'AMBASSADE
23 MARS 1978 A 18 HEURES 30
(RENDEZ-VOUS M° KLÉBER)**

Le COBA (Comité pour le Boycott de la Coupe du Monde en Argentine) appelle toutes les organisations ouvrières et démocratiques à soutenir ce rassemblement et à y participer.

Ont déjà répondu à cet appel :
AJS - CCA - Cedetim - Ecole émancipée - LCR - MAN - MAS - MJRG - OCT - PCR - PSU - Sport et Socialisme - Unef
Une délégation demandera à être reçue à l'ambassade.

La Rochelle

Meeting de soutien au peuple palestinien

PROJECTION DU FILM : LES PALESTINIENS
LUNDI 20 MARS A 20 H 30
SALLE DE L'ARSENAL (QUAI MAUBEC)
LA ROCHELLE

A l'appel du comité local de l'UOPDP

PROGRAMME TÉLÉ

Samedi 18 mars

TF 1

18 h 05 - Trente millions d'amis
18 h 40 - Magazine auto-moto
19 h 10 - Six minutes pour vous défendre
19 h 45 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Numéro un : Robert Charlebois
21 h 30 - Serpico
22 h 25 - Télé-foot
23 h 25 - Journal et fin

A 2

17 h 50 - Loto-Chansons
18 h 00 - Interneige
18 h 55 - Des chiffres, des lettres
19 h 45 - Les six jours d'Antenne 2
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Madame le Juge. Avec S. Signoret
22 h 05 - Le dessus du panier
22 h 55 - Jazz
23 h 40 - Journal et fin

FR 3

18 h 35 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 40 - Samedi entre nous
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - La robe mauve de Valentine. Pièce de F. Sagan
22 h 05 - Journal

Dimanche 19 mars

TF 1

16 h 35 - Sports première
17 h 50 - Le bourgeois gentil mec. Film Français
19 h 15 - Les animaux du monde
19 h 50 - Journal
20 h 30 - Spécial élections. Résultat du second tour

A 2

18 h 00 - Pom pom pom... pom
18 h 15 - Le petit théâtre
19 h 05 - Stade 2
19 h 45 - Journal
20 h 00 - Soirée électorale
23 h 00 - Fin des émissions

FR 3

17 h 15 - Espace musical
18 h 10 - Cheval, mon ami
18 h 35 - Plein air
19 h 20 - L'odyssée de Scott Hunter
19 h 45 - Dernières nouvelles
19 h 55 - Elections législatives
20 h 25 - Croix de ma mère et cosur de Margot. Série de 4 mélodrames écrits par M. Sarfat.
21 h 15 - Elections (suite)
23 h 00 - Une fille très avertie. Film américain
00 h 35 - Elections (fin)

Lundi 20 mars

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure
18 h 25 - Pour les jeunes
18 h 55 - Le renard à l'anneau d'or
19 h 40 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Au-delà du naturel : L'intruse
23 h 05 - Journal et fin

A 2

18 h 25 - Dessins animés
18 h 40 - C'est la vie
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 45 - Les six jours d'Antenne 2
20 h 00 - Journal
20 h 50 - La tête et les jambes
21 h 55 - La farce du destin
22 h 50 - Bande à part
23 h 40 - Journal et fin

FR 3

18 h 00 - Emission alsacienne
19 h 40 - Tribune libre. Michel Crozier
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - La folie des grandeurs. Film français de G. Oury
22 h 30 - Journal

Les dossiers confidentiels du patronat

«Cahiers libres», Editions Maspéro

L'objet de cette plaquette est de présenter les méthodes de financement des partis de droite par le patronat. Si le sujet n'est pas nouveau, l'intérêt réside dans le fait qu'il s'agit pour l'essentiel de documents internes au CNPF et à usage confidentiel. Dans ces documents, les patrons s'expriment avec une franchise et un cynisme auxquels ne nous avaient pas habitués leurs mines compassées des apparitions télévisées.

On y trouve par exemple un texte de bilan de l'intervention du CNPF pendant les législatives de 1973. On y trouve énumérée la liste des publications de toutes sortes, s'adressant à différents milieux, sortis à des centaines de milliers d'exemplaires ; prise en charge de l'entraînement à l'expression orale des candidats de droite. De tels financements se font sous différentes couvertures : le texte patronal reconnaît : « Pour opérer d'une manière quasi clandestine, le

recours à des « intermédiaires » était indispensable, la nécessité du camouflage empêchant le plus souvent le recours à des concours extérieurs ».

Les auteurs donnent toute une série de renseignements précis sur les hommes et les organismes qui permettent des transferts de fonds, tel que le Service des Études législatives qui intervient dans les campagnes électorales en préparant le travail par des sondages, lance des campagnes de presse et sert de groupe de pression auprès de la haute administration de l'État.

On y trouve aussi la confirmation directe du financement des « syndicats » tels que FO et la CGC. Les patrons avouent franchement : « Les chefs d'entreprises doivent apporter leur contribution pour valoriser FO dans le secteur privé. (...) Leur action peut revêtir diverses formes : aide à la formation de militants, apports de moyens financiers, considération accrue à

l'égard des militants, concessions réalistes, le cas échéant, en leur faveur (les préserver notamment de licenciements collectifs) etc. ».

LA PENSÉE POLITIQUE DES PATRONS

Dans un texte récent, intitulé « Comment tendre vers la paix sociale dans les entreprises ? » on trouve des indications intéressantes sur ce qui tient lieu aux patrons de pensée politique : on constate que les mythes éculés du chef d'orchestre clandestin sont toujours en vigueur dans les milieux patronaux. Si les travailleurs luttent, c'est la faute à des petites équipes bien organisées pour la subversion. Le remède est simple : créer des petites équipes luttant contre les premières, car « rien dans l'histoire n'a pu se faire sans l'intervention décidée de quelques hommes ayant la formation et l'exercice requis ». Ça philo-

sophe sec, chez messieurs les patrons.

LA MÉDIOCRATIE

Le résultat électoral de cet engagement financier n'est pas toujours à la hauteur des frais engagés. Les patrons jugent ainsi les hommes politiques de droite : « Absence de pensée, d'imagination et de doctrine, médiocrité des motivations, (...), utilisation de techniques et formules périmées, ennuyeuses et inadaptées ». Mais on ne choisit pas ses amis : « Si médiocres et vulnérables que puissent être nombre de leurs représentants, ils n'en sont pas moins nécessaires et, dans sa forme politique, le message de défense de la société libérale ne peut passer que par eux ».

En conclusion, un livre utile qui soulève un coin du voile des mœurs politiques de nos ennemis de classe.

François NOLET

Et l'acier fut trempé

91^e épisode

Après de nombreux efforts pour atteindre une coupe de bois, le détachement de Bolchévicks arrive à son but et ainsi la ville va être de nouveau approvisionnée en chauffage.

Un coup de téléphone à Boiarka annonça à Kholiava la mort de l'ami qu'il avait tellement voulu sauver.

De Boiarka, un bref télégramme informa le comité provincial du décès de Kortchaguine.

Aliocha Kokhanski remit Pavel entre les mains des siens et s'effondra, frappé à son tour par la fièvre.

III

La jeunesse reprit le dessus. La fièvre typhoïde n'emporta pas Kortchaguine. Pour la quatrième fois, il échappait à la mort. C'est seulement au bout d'un mois qu'il se leva, émacié, blême, et tenta, la démarche incertaine, de faire le tour de la pièce en s'accrochant aux murs. Soutenu par sa mère, il atteignit la fenêtre et regarda longuement la route. Les flaques de neige fondue scintillaient au soleil. Premier dégel annonciateur du printemps...

Juste devant la fenêtre, sur la branche d'un cerisier, un moineau au ventre gris faisait le beau, lorgnant Pavel de ses yeux fuyants.

— Eh bien, nous voilà sortis de l'hiver, toi et moi ! dit doucement Pavel en tapotant la vitre. Sa mère le regarda, effrayée.

— Avec qui causes-tu ?

Il sourit faiblement :
— Avec un moineau... Il s'est envolé, le coquin...

Le printemps s'épanouissait. Kortchaguine commençait à penser à la ville. Il avait repris assez de forces pour marcher, mais ressentait des troubles étranges. Un jour, se promenant dans le jardin, il s'effondra brusquement sur le sol, terrassé par une douleur aiguë à la colonne vertébrale. Il regagna sa chambre à grand-peine. Le médecin l'examina minutieusement dès le lendemain. Découvrant au toucher un creux dans les

Nicolas OSTROVSKI (Extraits)

vertèbres, il bougonna, étonné :

— Où avez-vous attrapé ça ?

— C'est la trace d'un éclat de pavé. Près de Rovno, un obus a percuté sur la route derrière moi...

— Et comment avez-vous pu marcher ensuite ? Ça ne vous a jamais embêté depuis ?

— Non, je suis resté allongé deux heures, puis je suis remonté à cheval. C'est la première fois que ça me fait ça.

Assombri, le médecin palpa le creux.

— C'est une chose très déplaisante, mon ami. La colonne vertébrale n'aime pas ce genre d'ébranlements. Espérons qu'elle ne protestera pas davantage. Rhabillez-vous, camarade Kortchaguine.

Et il regarda son client avec compassion, sans parvenir à dissimuler entièrement une inquiétude

Artem vivait dans la famille de sa femme Stécha, une famille misérable de paysans. Pavel vint un jour le voir. Dans une petite cour malpropre courait un marmot tout barbouillé aux yeux louches qui le dévisagea insolemment et, farfouillant dans son nez d'un air méditatif, l'interpella :

— Qu'est-ce que tu veux ? Tu viens peut-être pour nous voler ? Sauve-toi, parce que même moi n'est pas commode !

Une minuscule fenêtre s'ouvrit dans la vieille isba rabougrie, et Artem appela :

— Entre, Pavloucha.

Une vieille au teint blême, à la peau parcheminée, s'affairait près du poêle, un oukhvate (1) à la main. Elle effleura Pavel d'un regard hostile, se rangea pour le laisser passer, et continua de remuer ses chaudrons en menant grand bruit.

Deux grandes gamines aux maigres nattes grimperent immédiatement sur la couchette supérieure du poêle, et guettèrent l'intrus avec une curiosité de sauvages.

(1) Sorte de fourche servant à retirer les pots du four. (N. d. T.)

A SUIVRE

L'ascension du marketing en politique

Avant le marketing électoral : LA DÉMAGOGIE, DÉJÀ

Enquête de Philippe DANZAIN

Photos Alain GESGON



«Poilu, le planqué aussi participe»

«Famille, travail, patrie...»



«Je vous ai compris». Ova-tions. Le chef ne s'est engagé à rien, mais le vague du propos permet au public de lui donner le sens espéré. Fameux exercice de démagogie bien avant que le marketing politique traverse l'Atlantique.

Avant de Gaulle, Pinay, sous-produit des cabinets vichyssois, s'était révélé «si malin qu'il s'est fait une tête d'électeur». Pour atteindre les sources de la manipulation politique, il faut remonter à l'origine des sociétés. Dès qu'une classe exploiteuse cherche à se faire plébisciter pour ne recourir à la répression qu'en cas d'extrême nécessité, elle manipule. Le clientélisme du patricien romain, c'est déjà de la manipulation politique. Le prince Louis Napoléon sait se faire élire à la présidence de la république en modifiant son langage selon les auditoires. Il est à la fois garant de la propriété, de la tradition bonapartiste, et de l'«extinction du paupérisme». Selon les aspirations de l'électeur.

LA GUERRE EST VENDABLE

Première guerre mondiale. La boucherie coûte cher et les fonds s'épuisent. Dernières cartouches, dernier quart d'heure, la guerre qu'on dira «der des ders» n'en finit pas de toucher à sa fin. Les propagandistes de l'Etat déploient des trésors d'imagination pour amener le peuple à offrir sa vie et le rentier à verser son or... chacun donne selon ses moyens ! Les affiches officielles s'appuient au premier chef sur le bellicisme cocardier, la haine à l'égard du «boche».

Mais l'irritation du troupier et la mauvaise conscience qu'on prête au «planqué» sont également mises à contribution. Déjà l'affiche tient un double langage.

Celle où l'on voit un soldat se saisir des munitions tendues par

un rentier et une fillette qu'on devine de bonne famille, en première lecture est unitaire : tout le monde contribue à l'effort de guerre.

Mais, d'autre part, le rentier respire la peur. Il se terre dans la tranchée quand le soldat — ouvrier ou paysan — est à découvert, exposé à la mort. Le permissionnaire qui enrage contre les «planqués de l'arrière» verra sa propre colère illustrée. L'Etat guerrier lui adresse un clin d'œil : «Tu vois ces planqués, on les fait au moins payer». Quant au rentier, il comprendra que sa chance de n'être pas au feu vaut bien quelques pièces.

D'autres affiches préparent déjà l'après-guerre. Les soldats chargent héroïquement... à l'ar-



«Quand l'affiche masque la politique du parti»

rière plan. Le devant de la scène est réservée aux officiers, propres quand le soldat est noir de boue, statique quand le soldat avance au pas de charge. Tous sur le même bateau, certes, mais chacun à son poste, et après la guerre tout rentrera dans l'ordre.

Les marchands, déjà. «Nos soldats sont déprimés et anémiés», mais avec leurs officiers ils fraternisent autour des produits que les capitalistes mettent à leur disposition. Une grenade vous a pris une jambe ? Qu'importe, l'industrie vous en vendra une autre. La liqueur médicinale, l'étui à cigarettes blindé amènent un peu de réconfort dans la tranchée. Les guerres passent, avec leur flot de misères et de mort, mais le commerce demeure et prospère. Il trouve toujours une souffrance, un rêve, une idée qui aident à vendre. Moderne alchimie qui transforme tout en or.

MARÉCHAL NOUS VOILA

La guerre encore. Mais ceux qui hier poussaient au massacre

ont choisi la collaboration avec l'ennemi, et instaurant le régime de la «révolution nationale».

Les hommes du Maréchal exaltent des valeurs simples. Occident, France éternelle qui prie à l'heure de l'angélus. Un grand chef qu'il faut suivre, et les ennemis : le juif, le gaulliste et l'Anglais. Le communiste viendra plus tard, sous forme de russe qui met toute l'Europe en coupe réglée, et qui viole les petites Françaises qu'on dit si volages. Dans un premier temps, on cherche à faire oublier qu'existe le communiste.

Cela donne un épisode cocasse dans la propagande. Pour glorifier les nouveaux rapports sociaux que Pétain veut instaurer, il est bon de représenter le patron et l'ouvrier unis sur un fond tricolore. L'ouvrier sera en tête de liste. Flatterie ? Non, simplement la troisième couleur du drapeau est le rouge, et Vichy ne tient pas à réveiller les vieux démons en associant le rouge et l'ouvrier. L'ouvrier de la propagande vichyssoise, en général, ne porte pas de vêtements rouges.

APRES GUERRE

L'après guerre apporte son lot de propagandes électorales. Les gaullistes ne cherchent pas très loin leur inspiration. La trilogie est de rigueur. On en a juste un peu modifié les termes. Le nouveau chef est là. Il faut le soutenir ! L'ennemi, bien sûr, c'est le rouge. Chose curieuse, les arguments anti-communistes n'ont pas varié depuis la guerre.

Il faut récupérer les tenants du Maréchal, sans pour autant choquer ceux qui ont soutenu le Général par patriotisme. Le tour de force est assez bien réalisé.

La SFIO a peu brillé pendant la guerre, du moins dans la Résistance. A la veille de la guerre, elle organisait une politique qui n'avait rien à envier à celle de la réaction. Dans l'immédiat après guerre même, on ne peut dire qu'elle se soit montrée attentive aux revendications ouvrières. Mais heureusement l'affiche est là. Elle est rouge et montre le peuple en marche. Elle exige «une véritable épuration», elle veut édifier sur les ruines du capitalisme et de la guerre une société nouvelle. L'affiche, pas la SFIO. Le style le plus révolutionnaire sert de caution à la politique la plus réactionnaire. Une technique probablement efficace, puisque le Parti socialiste n'y a jamais renoncé tout à fait.

Les périodes électorales sont l'occasion de s'inquiéter : le marketing électoral ne risque-t-il pas de dévaloriser la démocratie ? Faux problème. La «démocratie» parlementaire n'a pas attendu les marketeurs pour pratiquer la manipulation. Le marketing a porté la démagogie à un niveau peut-être supérieur. Mais il n'a rien changé sur le fond.